

**le  
capitalisme  
français  
maillon le  
plus faible  
de la chaîne  
impérialiste**

**document rouge  
n°4 / 2 francs**



## INTRODUCTION : LA MONTEE DES LUTTES DE CLASSE.

---

### PREMIERE PARTIE : LA CRISE DU CAPITALISME MONDIAL

#### A) Vers une récession généralisée.

- Introduction : Les contradictions du capitalisme.
- Chapitre I : L'apogée du capitalisme mondial (45-65) ;
  - a) l'intervention de l'Etat ;
  - b) l'accumulation du capital ;
  - c) l'impérialisme.
- Chapitre II : La « crise » du capitalisme mondial ?
  - a) l'intervention de l'Etat ;
  - b) l'accumulation du capital, contradictions ;
  - c) l'impérialisme.
- Conclusion : Vulnérabilité accrue du mode de production capitaliste.

#### B) Le capitalisme français, maillon faible de la chaîne impérialiste.

- Introduction.
  - Chapitre I : Structures du capitalisme français.
    - a) quelques indices constatatifs
      - 1) part de l'industrie dans la production nationale,
      - 2) place de l'industrie française sur le marché international ;
    - b) les « charges » fiscales et salariales
      - 1) fiscalité,
      - 2) charges salariales ;
    - c) structures « archaïques » du capitalisme français.
  - Chapitre II : Les « efforts » du grand capital et les interventions de l'Etat gaulliste.
    - a) historique ;
    - b) accélération des fusions.
  - Conclusion : l'exacerbation des contradictions.
-

## DEUXIEME PARTIE : LES GRANDES MANŒUVRES DE LA BOURGEOISIE FRANÇAISE.

Introduction.

### A) Les difficultés conjoncturelles du capitalisme français.

- 1) Le paradoxe du ralentissement et de la « surchauffe » de l'activité économique ;
- 2) Détérioration de la balance commerciale ;
- 3) Le ralentissement de la demande extérieure ;
  - a) l'Allemagne,
  - b) les U.S.A.

### B) La dévaluation, défense des intérêts du capital.

- 1) la hausse des profits ;
- 2) le renforcement par l'austérité.

### C) Le plan d'austérité

- (ou comment faire payer à la classe ouvrière et à la petite bourgeoisie les transformations de l'économie française).
- a) atteintes directes au pouvoir d'achat et au niveau de vie de la classe ouvrière ;
  - b) mise en œuvre de la concentration et de la modernisation des entreprises.
- 

## TROISIEME PARTIE : STRATEGIE DES LUTTES.

### A) Stratégie syndicale :

- 1) la C.G.T. et ses perspectives ;
- 2) la C.F.D.T. et sa politique.

### B) l'Echec du réformisme.

### C) Objectif et stratégie révolutionnaires.

- 1) La stratégie de transition ;
- 2) La crise du capitalisme et ses solutions prolétariennes ;
- 3) Les nouvelles formes de lutte.



## INTRODUCTION

# *la montée des luttes de classe*

Nous avons, depuis mai 1968 en France, souligné à maintes reprises le tournant qui s'opérait dans la situation mondiale : après une vingtaine d'années pendant lesquelles la révolution mondiale avait de facto été quasiment limitée au secteur des pays coloniaux et où le poids de la lutte contre le capitalisme avait été porté presque exclusivement par les masses dudit Tiers Monde, une nouvelle période s'était ouverte marquée essentiellement par la rupture d'équilibre dans les pays capitalistes d'Europe occidentale, par une énorme crise de direction de l'impérialisme américain à la suite de son échec au Vietnam et de ses difficultés intérieures montantes d'une part, et par de grandes poussées des masses pour la démocratie ouvrière dans des Etats ouvriers d'Europe orientale inaugurant une période de crise dans cette partie du monde et en U.R.S.S. d'autre part. La révolution coloniale pulsait un renouveau de forces dans ces conditions. La nouvelle période est visible de toute évidence : depuis mai 1968, il n'y a pas eu littéralement un jour sans que de grandes manifestations et des affrontements ne se soient produits sur un point ou un autre du globe.

Si, dans cette situation nouvelle, nous soulignons tout particulièrement le changement survenu en Europe occidentale, ce n'est pas par une quelconque nostalgie du passé ouvrier de cette partie du monde, mais parce que cette nouvelle montée des masses travailleuses, à la différence de celles de 1936 et 1943-1948, est d'une ampleur et d'une force incomparablement plus grandes, et aussi, et surtout, parce qu'elle contient, pour la première fois, de façon très explicite, un élément antibureaucratique conscient, résolu, qui ne peut manquer de contribuer énormément à la résolution du problème, des problèmes pour la victoire de la révolution mondiale, celui de la présence de directions, cette tendance n'était pas parvenue à prendre en fait une certaine consistance ; plus encore, ces poussées se sont terminées sous l'emprise des vieilles directions qui y ont même accru leur autorité auprès de larges couches nouvellement venues à la vie politique. Il n'en est plus de même aujourd'hui. L'exemple le plus typique est sans aucun doute celui du P.C.F. : son autorité s'était accrue en 1936, il avait acquis l'hégémonie sur la classe ouvrière française en 1944 et, depuis lors, ne s'était jamais vu déborder sur sa gauche. En 1968, après plusieurs semaines d'une grève générale comme le monde capitaliste n'en avait jamais vue de pareille, son autorité et son prestige ont été profondément affectés, une crise majeure est latente dans ses rangs et, pour la première fois, sur sa gauche existe et agit une force politique certes encore minoritaire et divisée, mais qui lui conteste avec un succès qui s'affermira les travailleurs des usines et la jeunesse des lycées et des universités.

Le problème de l'Internationale marxiste révolutionnaire de masse n'a fait que se poser de plus en plus impérieusement au cours des récentes années pour tous les secteurs de la révolution mondiale. La lutte contre la guerre au Vietnam a souligné la nécessité d'une stratégie globale contre la politique globale de Washington. Mai 68 a accentué le caractère désuet et réactionnaire des frontières européennes. L'invasion de la Tchécoslovaquie a montré que la révolution politique dans les Etats ouvriers impliquait une

lutte non seulement contre l'hégémonie de la bureaucratie soviétique, dans les autres Etats ouvriers mais aussi la lutte des masses soviétiques pour renverser le régime politique de cette bureaucratie. Aucune lutte ne peut avoir qu'un horizon national. Toute lutte pose des problèmes internationaux.

Les exigences de la révolution mondiale, en premier lieu la nécessité de lui donner une direction internationale de masse, se trouvent contrecarrées par les manœuvres des bureaucrates de tous ordres. Mais celles-ci sont profondément divisées entre elles. Le maximum de leurs efforts pour fausser le problème de la direction internationale trouve son expression dans la tentative, laborieusement préparée depuis des années, pour tenir une conférence internationale qui ne les engage pratiquement à rien. On peut dire avec certitude que les nécessités de la révolution mondiale ne passeront jamais par là. Les nécessités se frayent leur chemin, et ont trouvé leur expression au récent Congrès Mondial que vient de tenir la IV<sup>e</sup> Internationale.

L'impatience révolutionnaire a toujours reflété de la part du militant une connaissance insuffisante du système qu'il combat. Cette insuffisance conduit à l'élaboration de tactique, stratégie, projetées sur l'évolution des facteurs objectifs dont on ne connaît ni le sens, ni les lois. Cette impatience révolutionnaire peut ainsi conduire à des erreurs d'appréciation graves pour le mouvement ouvrier.

Connaître le système qu'on combat est une nécessité par laquelle nous devons passer...

Ainsi, il a été souvent dit que le système capitaliste pris dans son ensemble était sujet à récessions plus fréquentes et que le spectre de la crise s'approchait. Mais il ne suffit pas de constater depuis 64-65 le ralentissement presque généralisé de taux de croissance, encore faut-il l'expliquer pour bien comprendre l'exacerbation actuelle des contradictions du capitalisme mondial, et dans ce cadre, les difficultés présentes et les spécificités de la bourgeoisie française.



# la crise du capitalisme mondial

## A) VERS UNE RECESSION GENERALISEE

### ● INTRODUCTION : LES CONTRADICTIONS DU CAPITALISME

La période qui s'ouvre après la 2<sup>e</sup> guerre mondiale jusqu'en 1965 a été pour le capitalisme mondial une période exceptionnelle. Durant ces 20 années le capitalisme a bénéficié en Europe occidentale et au Japon d'un taux de croissance économique et d'une prospérité sans précédent. Aux U.S.A., le taux de croissance n'a pas été aussi élevé, bien que le développement des forces productives ait été considérable.

En même temps, la progression des échanges mondiaux a été extrêmement rapide. Ainsi, dès 1961, le volume des exportations mondiales de produits manufacturés avait triplé par rapport à 1938 et plus que doublé par rapport à 1950.

Parallèlement, on assiste à une interdépendance croissante des divers pays capitalistes. Cette interdépendance a été rendue nécessaire pour et par le développement considérable des forces productives que nous avons constaté. Cette interdépendance s'est traduite par des liens économiques plus nombreux et plus nécessaires entre les divers pays capitalistes, par le maintien, sous ses formes propres de gouvernement à la solde de l'impérialisme dans les pays sous-développés permettant ainsi à l'exploitation de ces pays de se perpétuer. La forme prise par ces liens est un accroissement relatif des échanges extérieurs et des mouvements internationaux de capitaux.

C'est à tort, cependant, que ces faits ont pu donner à certains l'illusion que le capitalisme avait changé de nature et de logique (1).

Sans vouloir nous étendre sur ce thème, nous savons, en effet, que :

1) la nature du système capitaliste n'a pas changé : sa caractéristique essentielle est, et ne peut être, que l'exploitation de la force de travail par le capital. Celle-ci se manifeste notamment par l'appropriation privée de la plus-value créée par les travailleurs (ce qui entraîne l'existence de rapports hiérarchiques sur les lieux de travail, et de façon plus générale l'absence de contrôle par les travailleurs des objectifs économiques et sociaux de la société) ;

2) sa logique est toujours la même : à savoir les contradictions qui régissent le système capitaliste sont :

- a) les crises,
- b) les concentrations et le chômage,
- c) l'impérialisme.

Ces contradictions sont le reflet de la contradiction fondamentale du mode de production capitaliste : à savoir celle existant entre le développement des forces productives et les rapports de production existants.

« La contradiction du mode de production capitaliste réside dans sa tendance à développer absolument les forces productives, qui entrent sans cesse en conflit avec les conditions spécifiques de production, dans lesquelles se meut le capital, les seules dans lesquelles il puisse se mouvoir. »

(Marx, « Le Capital », Chapitre 15, tome VI, p. 270  
Ed. Sociales.)

(1) « Excès » inverse de celui qui consistait à attendre la « crise catastrophique » qui devait balayer, à elle seule, le système.

## ● CHAPITRE I : L'APOGÉE DU CAPITALISME MONDIAL

Cependant, durant la période de taux de croissance particulièrement élevé dont nous avons parlé (1945-1965), certaines de ces contradictions (crise, chômage) ne se sont plus manifestées avec la même vigueur que dans les pays capitalistes développés. Les fluctuations de la production ont été moins amples. Les crises n'ont pas pris l'allure de catastrophe, le chômage, même s'il enfle à l'heure actuelle, n'a été en rien comparable à l'armée de réserve qui prévalait auparavant et qui existe encore dans les pays sous-développés.

Si les taux de croissance ont été aussi élevés et si les contradictions ont été — pour un temps — atténuées, cela est dû essentiellement à l'intervention de l'Etat et à la très forte accumulation du capital et à l'accroissement considérable de la productivité du travail que celle-ci a engendré. Sans oublier que l'exploitation des pays sous-développés — sous le visage moderne du néo-colonialisme — a suscité d'énormes profits pour les capitalistes des pays industrialisés. Reprenons ces trois points :

### a) L'intervention de l'Etat

Certes, l'Etat est toujours intervenu dans la vie économique, dès la naissance même du système capitaliste, et il n'a pas cessé d'intervenir pour favoriser son développement, et tenter de rationaliser son fonctionnement dans le sens des intérêts de la bourgeoisie.

Il apparaît cependant que depuis 40 ans, la nécessité pour la bourgeoisie d'éviter des crises aussi graves que celles de 1929, a amené des transformations à la fois quantitatives (importance du montant des dépenses publiques) et qualitatives (formes d'intervention) dans les interventions de l'Etat. Plus précisément, l'intervention de l'Etat s'est manifestée :

1) par la part importante, décisive et croissante des dépenses publiques dans la dépense nationale (20 à 25 %) :

Il s'agit ici, très souvent, du rôle des dépenses militaires — en équipement — maintenues à un niveau considérable de façon permanente, ce qui est un phénomène sans précédent dans l'histoire du capitalisme. Ces dépenses à la fois ont été la source de très importantes commandes aux secteurs clefs de l'industrie privée (électronique, métallurgie de pointe, etc.), et ont suscité une industrialisation plus systématique des pays impérialistes ;

2) par l'intervention tendant à soutenir la demande privée de biens de production.

### b) L'accumulation du Capital

De même, la nécessité pour le grand capital de maintenir ou d'augmenter ses profits, en accroissant sa capacité de production, en intégrant les dernières innovations technologiques, en les suscitant lorsqu'il y trouve son intérêt l'a conduit à proposer l'ouverture des frontières, à aller au-delà du cadre national « stérilisateur » et dangereux. C'est toute l'histoire de l'Europe depuis 45, en passant par la C.E.C.A., puis la C.E.E. Peu à peu, la concurrence entre grands trusts s'est avivée, suscitant des améliorations technologiques importantes, afin d'abaisser les coûts. Mais par exemple, l'application d'une technique plus efficiente a imposé des capacités de production plus élevées (par exemple, pour avoir les plus bas coûts unitaires pour l'acier à l'oxygène, il faut produire 4 à 5 millions de tonnes par an). La réalisation de celles-ci a exigé progressivement une accumulation du capital de plus en plus importante.

Celle-ci, pour se réaliser, a impliqué de forts taux de concentration et une centralisation croissante du capital (c'est-à-dire une concentration par



voie de fusion et d'absorption). On peut donner l'exemple des 5 grands de la sidérurgie française qui en 1966 ont fusionné grâce aux énormes subventions de l'Etat (Plan Professionnel) en 2 groupes : Usinor Lorraine Escaut et De Wendel Sidelfor Moselane, suscitant 150 000 licenciés en 1968.

### c) L'Impérialisme

De même, « l'indépendance » politique acquise parfois au prix de luttes âpres, a pu faire croire que le système impérialiste connaîtrait des difficultés pour s'approvisionner à bon compte (matières premières, etc.), pour écouler ses produits, pour s'approprier des superprofits. En fait, il n'en a rien été. Dans le meilleur des cas, les divers pays — comme certains d'Amérique Latine — qui avaient connu des régimes populistes (Péron, Vargas) ont dû très vite céder à la poussée impérialiste de l'après-guerre. Celle-ci s'est concrétisée par l'instauration au pouvoir d'une bourgeoisie intimement liée aux intérêts des pays capitalistes développés. Dans les pays nouvellement indépendants, les « nègres blancs », les ayants droit », bref tous ceux dont le cordon ombilical est relié à l'Occident, en général, ont fleuri aux postes gouvernementaux, permettant ainsi le « pillage » de ces pays.

Favorisés par la mise en place d'un système néo-colonial d'exploitation, les profits extraits des pays sous-développés ont été considérables. De 1950 à 1965, pour 3,8 milliards de dollars investis en Amérique Latine, il en est ressorti 11,3 sous forme de bénéfices déclarés (ajoutons que l'ouverture des livres de compte de ces sociétés révélerait certainement un rapport venant de capitaux bien plus considérables...).

Les capitalistes des pays industrialisés — comme en général ceux des pays sous-développés — en tirent un énorme profit. Ces profits provenant des pays sous-développés, et dans la mesure où les « placements » deviennent plus « attrayants » en Europe, servant notamment aux U.S.A., à investir dans le Marché Commun (1).

Ainsi, l'impérialisme, s'il soumet à son joug les pays sous-développés, c'est parce qu'il en retire des profits, servant à l'accumulation dans les pays capitalistes développés eux-mêmes.

A ce sujet il faut rappeler que l'expansion de l'économie impérialiste, surtout en Europe occidentale, n'était pas un produit automatique des forces économiques spontanées, mais au contraire le **double produit** : d'une part, de la trahison des possibilités révolutionnaires d'après-guerre du prolétariat européen par les directions réformistes et stalinienne, ce qui n'était évidemment pas sans rapport avec le freinage qu'exerçait la bureaucratie stalinienne sur les possibilités de lutte révolutionnaire dans les pays colonisés, d'autre part, de l'aide massive (Plan Marshall) de l'impérialisme U.S. qui avait concentré tous ses efforts dans l'immédiat après-guerre sur la consolidation et l'essor du capitalisme.

Après avoir ainsi rapidement présenté les raisons qui expliquent l'existence d'un taux de croissance élevé dans les pays capitalistes développés de 1945 à 1965 (2), il nous reste à expliquer les phénomènes dont nous parlions au début de cette brochure : une **tendance** au ralentissement, depuis 1965, de l'activité économique, et la menace pour la bourgeoisie mondiale d'une récession généralisée.

En fait, ces derniers phénomènes n'ont rien d'étonnant pour des marxistes révolutionnaires qui, durant même la période de forte croissance écono-

(1) Nous insisterons sur ces phénomènes dans une prochaine brochure. Sur l'impérialisme.

(2) Cf. congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale, 1963.



mique (1945-65), ne sont pas tombés dans l'empirisme vulgaire, n'ont pas proclamé sur tous les tons que l'économie capitaliste avait découvert le secret « de l'expansion continue dans la stabilité des prix, et avec plein emploi », et dévoilé le caractère historiquement limité et passager de cette période de forte croissance économique et d'atténuation relative d'un certain nombre de contradictions (1).

En effet, il suffisait alors de ne pas se contenter des faits, et de bien voir qu'au sein du capitalisme des années 1945-65, naissaient et se développaient des contradictions internes qui, venant, en quelque sorte, se surajouter aux contradictions générales du mode de production capitaliste, allaient susciter, à partir de 1965, les faits dont nous avons parlé : tendance au ralentissement des taux de croissance et risque de récession généralisée.

## ● CHAPITRE II : LA « CRISE » DU CAPITALISME MONDIAL ?

Reprenons les trois facteurs d'explication de taux de croissance élevés des années 45-65.

### a) L'intervention de l'Etat : limites

A cet égard deux points doivent être nets :

1) Nous avons dit que parmi les dépenses de l'Etat, les dépenses d'armement jouaient un rôle considérable dans l'existence d'un taux de croissance élevé. Or, il faut constater que les effets stimulants sur l'économie de la production d'armement déclinent à partir du moment où ceux-ci ont atteint un niveau colossal et où une nouvelle « relance » à long terme de l'économie capitaliste mondiale nécessiterait un **nouveau bond** des dépenses militaires, que même — semble-t-il — l'économie américaine ne saurait supporter (cf. inflation). Ainsi, les dépenses d'armement pour la guerre du Vietnam ont contraint la bourgeoisie américaine à réduire les dépenses pour la recherche spatiale.

2) L'une des conséquences de l'intervention systématique de l'Etat, c'est-à-dire de l'application délibérée de techniques keynésiennes anti-crise a été l'existence d'une inflation permanente. L'augmentation considérable des dépenses militaires, des dépenses improductives en général, et des dépenses étatiques destinées à maintenir à un niveau relativement élevé les investissements privés (subventions, prêts, contrats fiscaux, etc.) ont, dans tous les pays capitalistes développés, conjointement aux pratiques des firmes monopolistiques, suscité une hausse de prix permanente. Cette hausse des prix a pour un temps et d'un certain point de vue été très bénéfique pour la bourgeoisie car elle lui permettait de **reprendre** aux salariés une partie des hausses des salaires octroyées et d'accroître leur taux de profit. Cette « nécessité » était d'autant plus impérieuse que :

a) le rythme de l'accumulation du capital devait augmenter, comme nous l'avons vu ;

b) par suite de cette accumulation et de sa spécificité pendant cette période, le chômage était relativement faible et permettait ainsi à la classe ouvrière d'obtenir plus facilement une hausse de salaires nominaux

(1) Il faut se rappeler que la période 45-65 n'est pas la première période où le capitalisme connaît des taux de croissance élevés. Voir par exemple de 1850-1870 et fin 19<sup>e</sup> siècle-1914. Ces périodes étaient entrecoupées par de petites crises. Durant cette dernière période le développement important du mode de production capitaliste, lié à l'extraordinaire poussée impérialiste, avait fait naître un certain nombre d'illusions et notamment le révisionnisme de Bernstein.

(à condition, bien sûr, que les syndicats mènent les luttes, ce qui n'a pas été le cas en Allemagne, par exemple).

Parallèlement pour la bourgeoisie, l'érosion continue du pouvoir d'achat des monnaies, suscitée par cette hausse des prix permanente, a eu aussi pour elle des conséquences néfastes : aggravation de la crise du système monétaire international, impossibilité de continuer ainsi le financement d'une partie importante des investissements. En effet, nous avons montré que la logique du système nécessitait l'ouverture de frontières. Celle-ci imposait à son tour le problème des coûts compétitifs avec plus d'acuité et réduisait par là même les possibilités d'augmenter le taux de profit par l'inflation : plus les frontières s'ouvraient, plus il était difficile pour le patronat d'augmenter ses prix dans chaque pays. D'où des nécessités pour chaque gouvernement, non seulement de tenter de remoderniser leurs structures économiques — nous savons que cela a eu d'importantes conséquences sociales et politiques pour la France — mais aussi de tenter de réduire le taux d'inflation par des mesures déflationnistes, s'accompagnant toujours de sévères mesures d'attaque de la classe ouvrière, notamment d'une tentative d'instaurer une « politique rigoureuse des salaires ».

Ainsi, nous voyons que la méthode qui consiste à stimuler la croissance par une inflation modérée aboutit nécessairement à longue échéance à des résultats contraires aux buts recherchés : susciter périodiquement l'inflation (et avec une périodicité de plus en plus rapprochée) provoque la mise en œuvre de politiques déflationnistes.

A cet égard, on notera deux points :

1) La collaboration de plus en plus étroite entre les banques centrales à l'échelle internationale tend à imposer des disciplines monétaires, d'où découle une synchronisation plus étroite des politiques monétaires des principaux pays impérialistes. Cette synchronisation rend inévitable, à court ou moyen terme, une **synchronisation des récessions économiques**, ce qui est un fait nouveau, et qui tendra à accroître l'ampleur et la durée des baisses d'activité. La synchronisation des récessions a, d'ailleurs, ses racines dans le processus de production lui-même. Elle reflète, en dernière analyse, l'internationalisation croissante du capital et, dans une moindre mesure, le nivellement des niveaux de productivité et de la compétitivité des différentes économies impérialistes. Dans ces conditions, les marges de manœuvre monétaire et financière se rétrécissent considérablement. La collaboration étroite entre les banques centrales exprime, en fait, sur un plan conscient, l'impuissance objective des pays impérialistes, même les plus forts, à se soustraire aux impératifs de la concurrence inter-impérialiste, et à l'inévitabilité des rétorsions monétaires que provoque toute tentative d'améliorer sa propre puissance compétitive à l'aide d'expédients financiers ;

2) Par ailleurs, cette collaboration entre les différentes banques centrales dont la nécessité a été pour les différents pays après la crise de 29, est encore extrêmement précaire (et ne peut que l'être en raison des contradictions inter-capitalistes) même si elle a été considérablement développée. De plus, dans la mesure où les économies capitalistes sont de plus en plus reliées entre elles, la concentration de capitaux à l'échelon international se faisant de plus en plus nette, les mesures anticrises prises à l'échelon national ne suffisent plus. La nécessité objective d'aboutir à un « Etat européen » supranational, ou encore et à l'opposé le rattachement à une très grande puissance, à savoir les U.S.A., est de plus en plus ressentie pour le grand capital. Ce retard entre l'évolution de l'infrastructure et la superstructure introduit une inefficacité plus grande dans la politique anticrise des différents gouvernements et, paradoxalement à leur puissance acquise, une **vulnérabilité accrue**.



## b) L'Accumulation du Capital : Contradictions

Nous avons dit, qu'outre les interventions de l'Etat, le deuxième facteur qui expliquait l'existence du taux de croissance élevé dans la période 45-65 était la forte accumulation du capital, couplée d'améliorations technologiques importantes et, parallèlement, l'augmentation considérable de la productivité du travail, de l'accroissement des cadences et de la parcellisation des tâches.

Cependant, peu à peu est apparue, du fait même de la logique du système et de l'aspect contradictoire de son développement, une **sur-accumulation** du capital et donc des capacités de production oisives pesant sur les coûts, les prix, les profits; précisons cela que dans la mesure où les frontières s'ouvraient (il devenait d'ailleurs nécessaire, pour les capitalistes, de les ouvrir au plus vite), la concurrence entre grands trusts, au niveau national d'abord et international ensuite, se faisait de plus en plus vive.

De ce fait, les simples ententes entre trusts, au niveau de la distribution, pour éviter de se faire une guerre de prix (c'est-à-dire de s'approprier des clients par des baisses de prix), n'ont plus suffi. Il devenait de plus en plus nécessaire pour les trusts, du fait de la concurrence accrue, **d'agir sur les coûts, de les abaisser.**

Autrement dit, même si la concurrence ne se fait toujours pas par les prix, les grands trusts ont été obligés d'abaisser leurs coûts, d'améliorer la productivité du travail par la mise en œuvre d'importants investissements (1).

Les économistes bourgeois ont parlé, à ce propos, « d'investissements contraints » : les trusts sont « contraints », pour abaisser leurs coûts et améliorer la productivité, de prendre la décision d'installer de nouveaux équipements, sous la pression exercée sur le marché par d'autres producteurs, dans le but d'accroître leur part du marché ou d'empêcher leur élimination (2). C'est ainsi, par exemple, que l'on a souvent constaté, dans un certain nombre d'industries, notamment l'industrie de l'acier, que même lorsque la demande et la production stagnaient, les firmes continuaient à investir et à augmenter leurs capacités de production : on a vu des firmes, travaillant à 70 % de leur capacité de production, et en pleine stagnation de la production, décider d'étendre encore leur capacité de production, et cela, non pas pour répondre à une demande supplémentaire, ni pour accroître fortement la production, mais pour moderniser l'équipement, accroître la productivité du travail et produire à moindre prix.

Ces investissements de « rationalisation », s'ils ont, par leur ampleur, joué un rôle, comme nous l'avons dit, important, dans l'existence de taux de croissance élevés en 1945-1965, ont fait surgir de nouvelles contradictions qui expliquent, en partie, le ralentissement des mêmes taux de croissance et le développement du chômage.

(1) L'abaissement des coûts est d'autant plus nécessaire que même si les prix ne diminuent pas (exemple : les produits ménagers), il n'en reste pas moins que — sur 4-5 ans — la structure des prix se modifie. Par conséquent, certains prix augmentent moins vite que d'autres, moins vite que le niveau général des prix et moins vite que les salaires nominaux des travailleurs. La part des charges salariales dans le coût total augmenterait, s'il n'y avait pas d'abaissement de coût, d'où la nécessité de prévenir la baisse, en augmentant la productivité du travail, donc en abaissant les coûts. Ceci est d'autant plus nécessaire pour le capitaliste que s'il ne le fait pas, d'autres le feront...

(2) En parlant d'investissements contraints, les économistes bourgeois ne font d'ailleurs que retrouver l'idée de Marx : « le développement de la production capitaliste nécessite un agrandissement continu du capital placé dans une entreprise, et la concurrence impose les lois immanentes de la production capitaliste comme lois coercitives externes à chaque capitaliste individuel. Elle ne lui permet pas de conserver son capital sans l'accroître, il ne peut continuer de l'accroître à moins d'une accumulation progressive ».



**Ces contradictions peuvent être regroupées autour de deux grands pôles :**

1) On a vu apparaître, dans de très nombreuses industries, des capacités de production excédentaires.

L'existence de ces capacités de production excédentaires tend à accroître les prix de revient et à comprimer les taux de profit, ce qui, en définitive, est un résultat contraire à celui recherché. Autrement dit, ce que les capitalistes gagnent d'un côté (baisse des coûts par amélioration de la productivité du travail), ils en reperdent tout ou partie d'un autre côté (poids des charges financières dues aux investissements et action des capacités excédentaires sur les prix de revient).

Cette contradiction est d'autant plus nette, si l'on est dans le cas d'une industrie, comme par exemple l'industrie de l'acier, qui a connu une stagnation relative du marché. Lorsque la demande mondiale ne croissait plus que faiblement, les efforts déployés individuellement par chaque entreprise pour obtenir une rentabilité maximale, en suscitant une course folle à la réduction des prix de revient et un formidable excédent de potentiel industriel, aboutissaient à une brusque réduction de la rentabilité globale de l'industrie : c'est dans ces conditions que de nombreuses entreprises (ainsi que leurs travailleurs et de régions industrielles entières) ont commencé à en payer le prix : fermeture d'usines, licenciements, chômage.

2) La concurrence accrue induit la **nécessité** toujours plus grande d'améliorer la productivité du travail, tout en relançant, paradoxalement, la concurrence dans la phase actuelle du néo-capitalisme. L'accroissement de la productivité devient de plus en plus impérieuse. Mais pour réaliser ces améliorations technologiques, les capitalistes ont besoin de plus en plus de capital. C'est la raison pour laquelle ils se concentrent. Parallèlement, la concentration du capital — ayant pour but de pallier à « l'insuffisance » de capitaux au niveau de chaque trust — reflète la rareté relative du capital, par rapport à leurs besoins impérieux). Ne pouvant plus utiliser aussi facilement qu'auparavant l'inflation comme remède pour résoudre leurs problèmes, les capitalistes font des investissements de plus en plus **intensifs**. Ce sont des investissements qui, pour un même montant de capital, **améliorent encore plus** la productivité du travail. **Peu à peu** l'investissement ne fournit plus suffisamment d'emploi. La « **répulsion du travail par le capital s'opère** », comme dit Marx.

Ainsi, en France, le niveau de la productivité du travail s'est accru considérablement depuis 1963 tandis que l'emploi industriel stagnait.

La stagnation de l'emploi dans le secteur industriel induit une **augmentation insuffisante** du pouvoir d'achat des travailleurs de ce secteur, insuffisante pour permettre la vente de l'accroissement de la production (1). Les débouchés nécessaires pour réaliser la plus-value croissent insuffisamment vite par rapport au développement de la production nécessaire pour abaisser les coûts.

La **nécessité de trouver ailleurs des débouchés devient plus grande**. Mais il est difficile de les trouver à un niveau suffisant dans les autres pays capitalistes développés.

Dès qu'il y a un **maillon faible** (ex. : la France), ce maillon représente un débouché avantageux pour les autres et accroît d'autant les difficultés économiques de ce maillon.

**En bref, ce ralentissement dans l'apparition des nouveaux débouchés entraîne un ralentissement des taux de croissance, une possibilité plus**

(1) D'autant que l'accroissement de l'emploi dans le secteur tertiaire a tendance à ne pas compenser la stagnation de l'emploi dans le secteur industriel et qu'ainsi le volant de chômage apparaît. Certes, s'il le comprenait, ces problèmes se trouveraient d'autant plus atténués.

grande de récession, donc une vulnérabilité supérieure pour les pays capitalistes développés.

### c) L'impérialisme

Le troisième facteur expliquant l'existence de taux de croissance élevés durant les années 1945-65 a été, avons-nous dit, la politique impérialiste, qui a pris le masque de ce qu'on a appelé le néo-colonialisme, qui a été une importante source de pillage et de débouchés, et qui a suscité des superprofits, créant eux-mêmes des conditions favorables à une intense accumulation du capital, dans les pays capitalistes développés.

Ce qui apparaît cependant clairement, ces dernières années, est le fait que la croissance économique des pays sous-développés, sous domination impérialiste, n'a pas pu suivre le rythme de croissance des pays capitalistes industrialisés. L'appauvrissement relatif des pays semi-coloniaux réduit, de ce fait, constamment, la part de la production industrielle totale des pays impérialistes qu'ils peuvent absorber. Ainsi, voit-on s'affaiblir progressivement l'un des moteurs principaux de la période de croissance des années 1945-65. Nous avons souligné, par ailleurs, que l'expansion des échanges entre les pays impérialistes qui s'était développée énormément, est de plus en plus freinée par la concurrence interimpérialiste et par l'égalisation progressive des niveaux de productivité dans les divers pays européens.

Il faut remarquer, enfin, que les échanges des pays impérialistes avec les Etats ouvriers bureaucratiques, bien qu'en hausse, sont encore beaucoup trop réduits pour pouvoir compenser le ralentissement des échanges avec les pays sous-développés.

### ● CONCLUSION : VULNERABILITE ACCRUE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

En conclusion, et pour les trois grands types de raisons que nous venons de présenter, il est permis de parler d'une crise de l'impérialisme mondial, et il est permis d'envisager une récession générale de l'économie impérialiste, certes différente de la grande crise 1929-1932 (1), tant par son ampleur que par sa durée, mais qui toucherait néanmoins tous les pays impérialistes, et qui aurait une ampleur plus grande que celle des récessions des 20 dernières années (2).

Cela signifie, en définitive, que réapparaît très nettement, à la surface même, la contradiction entre l'expansion des forces productives et le rôle de frein joué par l'appropriation privée des moyens de production, contradiction que le Capital a pu, provisoirement, en partie masquer, dans les pays, industrialisés, durant 20 ans.

C'est dans ce cadre de crise de l'impérialisme mondial, et par conséquent de la nécessité pour lui de mater la classe ouvrière, qu'il faut comprendre les difficultés actuelles, spécifiques et particulièrement importantes de la bourgeoisie française (3).

(1) Il faut noter, à cet égard, que les marxistes révolutionnaires, s'ils ont eu raison d'affirmer, durant la période même 1945-1965, que le capitalisme n'avait pu surmonter totalement et définitivement ses contradictions, ne doivent pas tomber dans un travers inverse, qui consisterait à voir la « crise catastrophique » approcher et le capitalisme totalement incapable de la surmonter.

(2) Cela dit, nous ne pouvons en aucune façon pronostiquer de façon certaine la venue d'une récession généralisée. Celle-ci dépend en premier lieu du degré de combativité des masses ouvrières, de leur refus de se faire exploiter davantage, etc. En second lieu, un décalage de 5-6 mois entre les différents pays peut modifier la situation. Nous ne pouvons donc parler que de la possibilité d'une récession généralisée.

(3) Nous avons volontairement négligé, dans cette partie, une étude approfondie des relations entre pays impérialistes et de l'évolution des rapports de force entre pays capitalistes développés. Nous réserons ce thème, fort important, pour une prochaine brochure.

Quoiqu'il en soit, nous évoquons ces problèmes, dans notre partie sur le capitalisme français, à propos des concentrations, fusions et des mouvements de capitaux internationaux.



## B) LE CAPITALISME FRANÇAIS, MAILLON FAIBLE DANS LA CHAÎNE IMPÉRIALISTE

### ● CHAPITRE PREMIER : STRUCTURES DU CAPITALISME FRANÇAIS

a) Quelques indices constatatifs de la situation du capitalisme français

#### 1) La part de l'industrie dans la production nationale

La contribution de l'industrie à la production intérieure brute est relativement faible en France : 47,5 % contre 48,6 % en Grande-Bretagne et 52,6 % en Allemagne (en 1965).

En chiffres absolus, durant la même année, la production industrielle allemande a dépassé de près de 40 % celle de la France. L'écart est plus important encore si l'on ne considère que le secteur 1 (moyens de production). En effet la production des industries mécaniques et électriques, qui fournissent la quasi-totalité des biens d'équipements, a été, en 1965, de près de 80 % supérieure en Allemagne à ce qu'elle était en France.

Les tableaux I et II (1) indiquent d'une part les indices de la production industrielle par branches, classées d'après leur taux de croissance, d'autre part la répartition de la population active entre ces différents secteurs d'activité dans six pays capitalistes industrialisés.

#### 2) La place de l'industrie française sur le marché international

Avec la réduction de barrières douanières liées à la mise en place du Marché Commun, puis du Kennedy Round, l'industrie française a subi sur un marché national jusqu'alors fortement protégé, une concurrence étrangère de plus en plus forte. D'après le tableau III (1), il apparaît que, globalement, la compétitivité de l'industrie française s'est affaiblie depuis 1959. Pompidou, dans sa conférence de presse du 23 septembre 1969, vient de reconnaître ce fait, qu'il ignorait, semble-t-il, lorsqu'il était le laquais du Général...

Les avantages naturels que l'industrie française possédait sur le marché intérieur (proximité, préférences traditionnelles) n'ont pas longtemps suffi à la protéger de la pénétration des produits étrangers. D'après « *Entreprise* » (n° 668, 29 juin 1968) : « Dès à présent, les importations couvrent de 15 à 40 % de la consommation française selon les produits : 17 % pour l'automobile, 45 % pour les machines-outils, 36 % pour les fibres synthétiques, etc. »

L'évolution négative de solde commercial extérieur montre que les industries étrangères ont accru leur part du marché français plus vite que l'industrie française n'accroissait sa part relative des marchés étrangers. Même si dans certains secteurs la progression des exportations a été très forte, il est clair que, dans l'ensemble, l'industrie française s'est révélée moins apte que ses concurrents à tirer parti de l'augmentation de la demande globale d'importations.

Afin de déterminer quelle pourra être l'évolution économique et sociale durant les prochaines années, il est nécessaire de rechercher quelles sont les causes de l'insuffisance des structures industrielles françaises.

Une première explication est fournie par la bourgeoisie française qui insiste sur l'importance des charges qui lui sont imposées et qui compriment ses marges bénéficiaires. Que vaut cette explication ?

(1) Cf. Annexes.



## b) Les « charges » fiscales et salariales

### 1) La fiscalité

En ce qui concerne la fiscalité directe, les entreprises françaises ne sont pas défavorisées par rapport à leurs concurrents. Le taux de l'impôt sur les sociétés en France est de 50 %, alors qu'en Allemagne l'Etat prélève 51 % du revenu non distribué et qu'en Grande-Bretagne l'Income Tax et le Profit Tax absorbent 53,75 %..

D'ailleurs, on trouve dans la très officielle revue « Economie et Statistique » de septembre 1969 (1), la reconnaissance du fait qu'en France « la part de l'impôt sur les sociétés est comparable à celle des autres pays européens ».

En ce qui concerne la fiscalité indirecte, on trouve dans la même revue l'aveu suivant : « On peut conclure de cette analyse des charges fiscales que les impôts indirects pèsent apparemment plus en France qu'ailleurs sur les entreprises, mais en retenant qu'il s'agit, pour la plus grande part, de la T.V.A., impôt sur la consommation des ménages et des administrations, pour lequel les entreprises ne jouent qu'un rôle de collection. Ainsi le système fiscal français préfère l'impôt sur la consommation (2) à l'impôt sur le revenu : il s'agit d'un choix implicite ou explicite de politique économique et sociale générale (1...) mais qui ne joue pas directement sur la compétitivité des entreprises, dans la mesure où ces taxes ne grèvent pas les produits destinés à l'exportation. »

### 2) Les charges salariales

Pour ce qui est des charges salariales, contentons-nous de citer, là aussi, l'officielle revue « Economie et Statistique » ; on y apprend que « pour l'ensemble des entreprises, la France est le pays du Marché Commun dans lequel les frais de personnel ont pesé relativement le moins lourd de 1959 à 1966, si l'on excepte l'Italie », et que, durant la même période, « la France est le pays du Marché Commun où la part des frais de personnel dans les coûts de production s'est le moins accrue ».

A cela nous ajouterons que c'est en France que la durée du travail est la plus longue. Pour l'ensemble de l'industrie la durée hebdomadaire du travail était en 1966 de 47,3 heures contre 43,9 en Allemagne, 45,9 aux Pays-Bas et 44,2 en Belgique.

Au total, et en tenant compte à la fois des charges fiscales et sociales, inclinons-nous encore devant ce que nous dit la revue « Economie et Statistique » :

« De l'ensemble de ces contradictions, il semble que l'on puisse tirer la conclusion générale qu'il n'est pas possible d'attribuer une éventuelle vulnérabilité des entreprises françaises à un excès global des charges d'exploitation. » Et l'auteur ajoute : « Il se peut toutefois que la répartition de ces charges entre les différents secteurs industriels ne soit pas toujours favorable à l'expansion des secteurs de pointe. »

C'est la raison pour laquelle, dire que la productivité moyenne française est la plus élevée d'Europe (indice 100, contre 91 en Allemagne, par exemple), que sa croissance est la seconde après l'Italie, ne signifie rien : il faut analyser la productivité dans les secteurs de pointe, ceux qui exportent.

Ainsi, si nous prenons les chiffres de la France et de l'Allemagne. Les taux moyens annuels d'augmentation de la productivité durant la période 1954-1962 de 9,7 et 6,4 pour la chimie, de 6,6 et 3,7 pour la première trans-

(1) Article de J.-J. Branchu : « Les charges des entreprises françaises — Essai de comparaison internationale ».

(2) Qui frappe indistinctement les « consommateurs » riches et pauvres.

formation de l'acier, de 8,3 et 4,5 pour l'automobile... Même si pendant les années suivantes l'écart a diminué, il n'y a pas eu renversement des tendances.

Cela est confirmé par l'analyse des structures du capitalisme français, « archaïques » par rapport aux autres pays capitalistes développés.

### c) Les « structures archaïques » du capitalisme français

a) La raison fondamentale de l'insuffisante compétitivité des industries françaises et de la faiblesse relative de leurs marges bénéficiaires (inférieures à 2,5 % de leurs chiffres d'affaires, contre 4 à 12 % aux E.-U., et 1 à 7 % en Allemagne), réside de toute évidence, dans la taille insuffisante des entreprises.

Sur les 500 plus grandes sociétés mondiales, 300 sont américaines, et 23 seulement sont françaises. Pour les entreprises de construction électrique et électronique, les 4 plus grandes sociétés mondiales sont américaines, pour l'automobile les 3 premières ; pour la chimie, la prédominance américaine est très nette, avec celle de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne. Dans presque aucun secteur-clé, la taille des entreprises françaises n'est comparable à celle des entreprises des autres pays capitalistes développés.

Les taux de concentration, dans l'industrie française, est plus faible qu'en Allemagne. Certes, il semblerait que la taille des petites et moyennes entreprises soit plus élevée en France qu'en Allemagne, mais les PME allemandes sont beaucoup plus intégrées aux grandes entreprises (travail de sous-traitance, etc.) qu'en France, et sont donc beaucoup moins le reflet de structures industrielles archaïques.

Par ailleurs, si on décompose les entreprises en grandes (supérieures à 1 000 salariés), moyennes (200 à 1 000 salariés) et petites (moins de 200 salariés), nous constatons que la concentration est plus élevée en France qu'en Italie, qu'en Allemagne et qu'aux Etats-Unis :

#### Pourcentage de l'emploi dans les entreprises industrielles

	Petites entreprises (1)	Moyennes entreprises	Grandes entreprises
Allemagne .....	60 %	20 %	20 %
Italie .....	46 %	21 %	33 %
France .....	36 %	21 %	43 %
Etats-Unis .....	28 %	12 %	60 %

b) Par ailleurs, une autre manifestation du caractère archaïque des structures du capitalisme français, est la part relative de l'agriculture dans la production totale (15 % de la population active travaille dans l'agriculture, chiffre très largement supérieur à ceux des autres pays capitalistes développés), et à l'intérieur même du secteur agricole, la part relativement importante du secteur non capitaliste (la moitié de la population rurale ne produit qu'un cinquième de la production agricole totale) : ce dernier phénomène explique d'ailleurs la très forte inégalité dans la répartition des revenus, inégalité accentuée par le fait que tout en représentant 15 % de la population active, la population agricole ne reçoit que 8 % du Revenu National.

(1) Cependant il ne faut pas confondre la totalité des petites et moyennes entreprises industrielles avec l'artisanat. L'artisanat représente des structures précapitalistes que le capitalisme en se développant détruit inévitablement. Par contre, l'expansion du grand capital suscite la création de petites et moyennes entreprises hautement mécanisées. Celle-ci sont liées au grand capital, par des contrats de sous-traitance. Elles sont souvent des filiales de ces grandes entreprises. Ainsi Renault, par exemple, est lié à 4 000 sous-traitants.



L'existence, de nos jours, plus importante de « structures archaïques » dans le capitalisme français, par rapport aux autres pays capitalistes développés, qui fait du capitalisme français un maillon faible de la chaîne impérialiste, ne doit pas masquer le fait suivant : depuis 1958, une partie du patronat français (le grand Capital), a essayé de réagir, d'accroître la taille des entreprises notamment.

La nécessité historique de bouleverser les structures en faveur du grand Capital, s'est faite de plus en plus pressante pour le régime gaulliste. Mais dans la spécificité de la situation économique française (« structures archaïques ») les tentatives de surmonter ces difficultés ont exacerbé les contradictions.

## ● CHAPITRE II : LES « EFFORTS » DU GRAND CAPITAL ET LES INTERVENTIONS DE L'ETAT GAULLISTE

L'Etat gaulliste a joué un rôle important dans le processus de transformation des structures industrielles.

### a) Historique

Le développement de l'industrie française a été historiquement caractérisé par un goût marqué pour le protectionnisme. Au XIX<sup>e</sup> siècle tandis que les entreprises allemandes et anglaises se trouvaient déjà fortement engagées dans le commerce international, la bourgeoisie française obtenait la mise en place de protections douanières difficilement franchissables, consacrées par la loi Méline de 1892. Du traité de commerce avec l'Angleterre qui ne fut appliqué que de 1860 à 1870, jusqu'à l'ouverture du Marché Commun, le 1<sup>er</sup> janvier 1959, la bourgeoisie française ne fut jamais « libre-échangiste ». Ainsi protégées les entreprises purent subsister en n'évoluant qu'à un rythme moins rapide que leurs homologues étrangères. Entre les deux guerres elles étaient largement marginales et leur retard s'aggravait.

Durant les 15 années qui suivirent la fin de la seconde guerre mondiale, on put observer que toute reprise de l'expansion en s'accompagnant d'un déficit extérieur élevé et d'une dégradation de la monnaie, aboutissait, pour la bourgeoisie, à la nécessité de mettre en œuvre une politique déflationniste. La cause en était claire : trop longtemps protégée de la concurrence extérieure, l'industrie française était composée d'unités de production de taille insuffisante et de faible compétitivité.

Durant la même période une série de plans avait conduit à la rénovation des industries de base et tenté d'orienter l'économie vers les marchés mondiaux. Mais la structure même de la IV<sup>e</sup> République ne permettait guère d'aller loin en ce sens.

Il revint au gaullisme d'impulser les transformations nécessaires pour permettre aux secteurs les plus dynamiques du capitalisme français de « rejoindre la tête du peloton » à l'échelle internationale.

Le plan Pinay-Rueff fut le premier essai en ce sens. En écrasant les salaires, il devait permettre de dégager les profits nécessaires à une accélération de l'investissement : en limitant le crédit il contraignait les entreprises retardataires à la disparition ou à la concentration.

En matière commerciale, de Gaulle joua résolument la carte du Marché Commun, face à un CNPF au début hostile, puis hésitant, puis favorable, il ne s'opposa pas et même se montra favorable à une réduction des tarifs douaniers plus rapide que celle qui avait été prévue par le traité de Rome. De même en ce qui concerne le Kennedy Round, il accepta une réduction de 20 % au 1<sup>er</sup> juillet 1968 du fait extérieur commun à la CEE.



Les conséquences, comme nous le verrons, ne se feront pas attendre et le processus de concentration s'accéléra. L'Etat lui-même y contribuera par un grand nombre d'interventions directes, notamment avec la mise en œuvre du V<sup>e</sup> Plan.

Le V<sup>e</sup> Plan préconisait la constitution ou le renforcement dans chaque secteur d'un petit nombre d'entreprises ou de groupes de taille internationale. En 1966, était créé un « Comité de Développement industriel », chargé de préparer les mesures permettant de réduire les obstacles aux « restructurations » et d'étudier les grandes opérations, auxquelles l'Etat est particulièrement intéressé. Au vu de ses travaux, l'Etat apporte son aide aux secteurs qu'il juge prioritaires. Cette aide peut être directe : facilités financières exceptionnelles, ou indirectes : contrats de recherche, passation de commandes publiques.

En 1966, également, était lancée la « Convention Etat-Sidérurgie ». Aux termes de cet accord, l'Etat participait pour un montant de 2,7 milliards de francs à un prêts de 4,5 milliards à la sidérurgie. Les conséquences immédiates en furent la fusion Usinor-Lorraine-Escault et les accords Sidelor-de Wendel.

De même en 1967 était mis en place le « plan-calcul ». Dans le cadre de ce plan et avec l'aide de l'Etat, la SEA, filiale du groupe Schneider et la GAE, filiale commune de la CGE et la CSF, fusionnaient pour donner naissance à la Compagnie Internationale de l'Informatique.

L'Etat intervint également de manière plus directe par l'intermédiaire du secteur nationalisé : accords Renault-Peugeot dans l'automobile, Charbonnages de France-Auby et Potasse d'Alsace Office de l'Azote dans la chimie, réorganisation des entreprises nationalisées de construction aéronautique.

Ainsi on assiste de plus en plus à une intervention de l'Etat favorisant les politiques de « groupe » plutôt que les politiques de « produit ». En clair cela signifie que le processus de concentration voulu par le grand capital et avec la bénédiction de l'Etat s'oriente vers une concentration englomérale (plusieurs produits). Ce type de concentration donne aux capitalistes une « force de frappe » financière supérieure.

Enfin, les réformes fiscales visant à alléger la fiscalité des Sociétés et à favoriser les regroupements se sont multipliées : amortissements dégressifs, diminution des droits d'enregistrement frappant le capital lors de ses mutations, régime des Sociétés immobilières d'investissements, prorogation de l'autorisation de déduire un dividende de 5 % en rémunération des émissions nouvelles et augmentation du capital, etc.

Cependant, une partie de ces prélèvements a également servi à subventionner des activités retardataires. Il apparaît aujourd'hui que le secteur le plus dynamique du capitalisme français commence à s'opposer vivement à ces transferts qui aboutissent à pénaliser les productions les plus rentables. D'où une tendance à cesser de vouloir à tout prix sauver tous les secteurs d'activité et à laisser jouer plus librement le mécanisme de la spécialisation internationale.

Parallèlement, des efforts ont été mis en œuvre pour débudgétiser une partie des investissements publics aboutissant à retirer toute signification aux services publics (cf. S.N.C.F., E.D.F., etc.) et conduisant à une augmentation substantielle du prix de ceux-ci (problème de la rentabilité capitaliste).

L'ensemble des dépenses publiques a évolué de manière conforme aux nécessités de la concentration et de la « rationalisation ». Les équipements collectifs, la recherche, la formation professionnelle sous le signe desquels Massé plaçait l'action de l'Etat durant le V<sup>e</sup> Plan, visaient directement ou indirectement à améliorer la position de l'industrie française par rapport à ses concurrentes étrangères. Les premiers en créant l'infrastructure néces-

saire à l'insertion dans un cadre européen, la seconde en palliant les carences de l'industrie française en ce domaine, le troisième en adaptant le « marché du travail » aux nouveaux besoins du patronat.

Les efforts du grand Capital, et les interventions de l'Etat gaulliste, ont en définitive, abouti à un développement très important de la concentration, mais qui se révèle encore insuffisant, par rapport aux autres pays capitalistes développés.

#### b) L'accélération des fusions

1) Pour s'accaparer les marchés, l'entreprise doit posséder des coûts minimum, donc accroître la productivité du travail. Mais pour accroître celle-ci, il est nécessaire d'avoir de très grandes dimensions. Or, les dimensions des unités de production française sont encore très faibles.

La nécessité d'accroître les dimensions des capacités de production est donc très contraignante pour les entreprises françaises depuis l'ouverture des frontières. **L'accumulation interne** (autofinancement) **était insuffisante** tant les écarts sont importants, exige la concentration externe par fusion-absorption. Les fusions-absorptions s'accroissent effectivement depuis 62-63 pour les grandes entreprises. Le nombre d'opérations de concentration réalisées en France pour 310 sociétés appartenant aux 500 plus grandes entreprises françaises ont été de 2,6 opérations par entreprise de 1950 à 1963 et de 3,7 de 1950 à 1967. Ces concentrations ont principalement lieu dans la pharmacie (les premiers groupes Rhône-Poulenc et Roussel-Uclaf, contrôlent aujourd'hui 40 % de la production), dans la chimie (pour les engrais Kuhlmann-Ugine-Progil ; ONIA-Potasse d'Alsace ; Péchyney-Saint-Gobain) ; Rhône-Poulenc-Ugine-Kuhlmann), dans l'électro-ménager (accords CGE-Thompson, avec l'affaire Jeumont-Schneider),

dans la sidérurgie : Usinor avec Lemaire-Escault, de Wendel avec Sidelor. Ces deux nouvelles entreprises contrôlent 65 à 70 % de la capacité nationale de production ;

dans l'électronique, le marché des calculateurs est contrôlé à 85 % par 2 entreprises étrangères, etc.

2) Mais, si le rythme des fusions-absorptions est relativement élevé, il est, malgré tout, insuffisant.

§ 1 Cette insuffisance a de lourdes conséquences pour l'industrie française que nous ne ferons que souligner.

En ce qui concerne la gestion, la taille financière des entreprises les empêche généralement d'utiliser les calculateurs qui, en permettant une étude plus précise des programmes d'investissement et une planification des prix de revient, accroît leur rentabilité globale.

En ce qui concerne la recherche, les dépenses financées par les entreprises sont plus faibles en France que dans tous les autres pays capitalistes avancés et de manière générale l'industrie française occupe une place d'autant plus faible dans le commerce international que le produit considéré est issu d'un secteur à taux d'innovation plus élevé.

En ce qui concerne les investissements, la faiblesse des moyens financiers propres et la peur de s'endetter aboutit parfois à différer aussi longtemps que possible le remplacement d'un équipement techniquement dépassé : 36 % des machines outils utilisées en France sont vieilles de plus de vingt ans, contre 20 % en Allemagne et 18 % aux U.S.A.

§ 2 Ce rythme est très faible entre entreprises européennes de nationalité différente. En 1967, 86 sociétés européennes ont fait l'objet de prises de participation par des concurrents étrangers, mais 17 d'entre elles ont été effectuées par des sociétés européennes, 48 l'ont été par des firmes US.

§ 3 Il est insuffisant face à la pénétration de capitaux US en France, comme dans les autres pays du Marché Commun. Si l'on se réfère à l'Alle-



magne, par exemple, les exportations sont six fois plus importantes que la fabrication de produits allemands à l'étranger. A l'inverse, la production des marchandises US dans des entreprises US situées hors des U.S.A. est quatre fois plus importante que le volume de leurs exportations.

3) La pénétration U.S. Quoiqu'il en soit, la pénétration américaine semble prendre de vitesse les fusions-absorptions strictement européennes.

Les firmes qui investissent sont celles qui ont su faire preuve dans leurs pays d'origine, de leur puissance, qui ont su établir des stratégies telles, qu'elles ont réussi à élaborer une concurrence répondant à leurs besoins, c'est-à-dire maximisant leurs profits. Remarquons que 60 % du total des investissements directs américains en Europe se répartissent entre les 59 plus grandes firmes, et que surtout 40 % de ces investisseurs connaissent aux U.S.A. des taux de concentration de plus de 75 %. Ces firmes hautement concentrées, essayent d'imposer une concurrence contrôlée par elles en Europe.

Par la création de filiales et la prise de participation dans des entreprises européennes, elles veulent contrôler les concentrations des entreprises afin de faire échec à la constitution de grands groupes européens susceptibles de les menacer. Grands groupes qui, par leur taille, pourraient les menacer en fait doublement : d'une part en leur interdisant ultérieurement l'accès du Marché Commun, d'autre part sur le marché mondial. Les concentrations de capitaux américains en Angleterre et en Allemagne (Ford, General Motors) font rage. Rappelons les pourparlers (rompus par la suite), au sujet d'une prise de participation des Américains chez Fiat, il y a deux ans ; Opel commence à s'installer aujourd'hui à Poissy, et General Motors à Strasbourg.

#### ● CONCLUSION : L'EXACERBATION DES CONTRADICTIONS

En conclusion, on peut dire que, même si la concentration a connu un grand développement en France, depuis 10 ans, même si quelques groupes ont su acquérir la taille internationale (notamment dans les secteurs de pétrole, des métaux non ferreux et de la chimie), il n'en reste pas moins que, dans l'ensemble, et en termes relatifs, la structure de l'industrie française reste moins concentrée, non seulement que celle des U.S.A., mais aussi que celle de la plupart des pays capitalistes développés européens.

Cette double caractéristique de la situation économique française (développement de la concentration, mais développement insuffisant par rapport aux autres pays capitalistes développés), explique qu'en voulant surmonter les contradictions fondamentales du capitalisme français, le régime gaulliste ait, en définitive, exacerbé ces contradictions, conduisant à l'épreuve de force avec la classe ouvrière.

Avec l'accentuation du phénomène de concentration « les investissements de rationalisation » (réduction des coûts en salaires par unité de bien produit), prennent de plus en plus d'importance. Dans la mesure où l'on assiste à une faible expansion de la production industrielle, liée à des difficultés dans le processus d'accumulation, le chômage s'est accru : le nombre de salariés travaillant dans l'industrie a ainsi diminué de 6 %, ces quatre dernières années : autrement dit, l'insécurité de l'emploi a augmenté.

Par ailleurs, n'ayant pas la possibilité d'accumuler suffisamment, pour augmenter de façon substantielle la productivité, la bourgeoisie a été CONTRAINTE d'accorder les plus faibles augmentations de salaires possibles : l'impossibilité d'intégrer aussi facilement qu'auparavant les hausses de salaires dans les prix, du fait de l'ouverture des frontières, et de maintenir ainsi les taux de profit, a contraint la bourgeoisie, avant mai, à toute une série d'attaques de la classe ouvrière, visant essentiellement à limiter le plus possible, les augmentations de salaires : V<sup>e</sup> Plan prévoyant 600 000 chômeurs.



meurs, ordonnance sur l'emploi visant à institutionaliser le chômage, atteinte à la Sécurité sociale, mise en œuvre d'une politique des salaires, limitation du droit de grève, etc.

Toutes ces mesures ont eu pour effet,

- 1° d'accroître le chômage,
- 2° d'accélérer les cadences,
- 3° de limiter les augmentations de salaires.

Ces diverses attaques de la bourgeoisie française, expliquent, dans une longue mesure, l'ampleur de la grève générale de mai-juin 1968.

## ANNEXES

TABÉAU I : INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

(Base 100 en 1959)

Indices bruts	1967	Rang
— Electricité .....	173	5
— Gaz d'usine (distribution) .....	206	3
— Pétrole et carburants .....	244	1
— Combustibles minéraux solides ..	85	20
— Extraction de minerais métalliques ..	88	19
— Extraction de matériaux de construction .....	178	4
— Extraction et préparation de minéraux divers .....	123	15
— Production des métaux .....	131	13
— Transformation des métaux .....	154	10
— Industrie du verre .....	162	7-8
— Céramique et fabrication de matériaux de construction .....	162	6
— Industries chimiques .....	170	2
— Caoutchouc .....	222	12
— Tabacs et allumettes .....	148	14
— Corps gras .....	129	18
— Industrie textile .....	104	16
— Cuir .....	121	17
— Papiers-cartons .....	115	11
— Presse - Editions .....	152	9
— Ensemble (Bât. et T.P. exclus) .....	161	
— Bâtiment et Travaux Publics .....	154	
Ensemble (Bât. et T.P. exclus) .....	162	7-8
dont Industries énergétiques ..	156	
Industries extractives .....	150	
Industries extractives .....	104	

TABLEAU II : IMPORTANCE DES SECTEURS DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE PAR PAYS  
(mesure en % par le rapport des effectifs du secteur aux effectifs totaux)

Industrie manufacturière	R.F.A.	France	Italie	Pays-Bas	Belgique	Etats-Unis	Japon
	1961	1962	1961	1962	1963	1963	1963
Industries agricoles et alimentaires .....	100	100	100	100	100	100	100
Industrie textile .....	10,1	10,4	8,9	13,5	10,3	10,1	10,5
Fabrication de chaussures, d'articles d'habillement et de literie .....	7,0	10,3	13,4	10,1	13,6	5,3	13,7
Industries du bois et du liège .....	8,1	9,8	11,5	9,5	8,3	7,9	3,7
Industrie du meuble en bois .....	4,1	2,9	5,4	2,9	2,1	3,5	5,2
Industrie du papier et du carton et fabrication des articles en papier .....	2,3	2,1	3,1	1,5	2,3	2,3	2,3
Imprimerie, éditions et industries annexes...	2,1	2,4	2,0	2,6	2,5	3,6	3,2
Industrie du cuir .....	3,5	3,4	2,6	7,2	3,2	5,6	4,2
Industries du caoutchouc et des matières plastiques .....	1,0	1,3	1,2	0,8	0,9	2,0	0,8
Industrie chimique .....	2,9	2,6	3,1	1,3	1,3	2,6	1,5
Industrie des produits minéraux non métalliques .....	5,0	5,3	5,0	4,7	5,8	4,5	5,2
Industrie du verre .....	4,7	4,0	7,2	3,8	6,8	3,5	4,9
Production et première transformation des métaux ferreux et non ferreux .....	—	—	—	—	—	—	—
Fabrication d'ouvrages en métaux .....	7,5	5,8	5,6	2,7	11,7	6,9	6,4
Construction de machines non électriques .....	9,0	9,5	7,2	10,8	5,0	6,7	6,8
Construction de machines électriques .....	12,1	9,2	—	7,8	8,4	9,0	9,1
Construction électrique .....	8,9	6,1	4,9	11,9	6,7	9,3	8,3
Construction navale, réparation et entretien de navires .....	1,0	1,8	1,1	4,0	1,4	0,9	1,8
Construction d'automobiles et de pièces détachées .....	4,3	5,2	2,9	—	—	4,0	3,7
Industrie des instruments de précision .....	2,0	2,1	1,6	0,1	0,1	1,9	2,0



TABLEAU III : EVOLUTION  
DE LA DEMANDE EXTERIEURE NETTE PAR PRODUIT  
(millions de F)

	Solde		1966- 1959
	1959	1966	
— Produits de l'agriculture et de la sylsiculture ..	- 2.037	- 28	+ 2.009
— Produits des industries agricoles et alimentaires.	- 1.311	- 2.351	- 1.040
— Combustibles minéraux solides, et gaz, électricité, eau et divers ....	- 1.587	- 1.642	- 55
— Gaz naturel et produits pétroliers .....	- 2.598	- 4.676	- 2.078
— Matériaux de constructions et verre .....	+ 326		- 106
— Minéral de fer et produits de la sidérurgie*	+ 2.224	+ 1.112	
— Minerais, métaux et demi-produits en métaux non ferreux* .....	- 820	- 2.235	- 1.415
— Produits des industries mécaniques et électriques dont	+ 5.493	+ 4.503	- 990
— Construction automobile .....	+ 3.007	+ 2.449	- 558
— Construction navale..	+ 65	+ 275	+ 210
— Construction aéronautique .....	+ 172	+ 1.315	+ 1.143
— Produits chimiques et caoutchouc* .....	+ 405	+ 600	+ 195
— dont produits de la chimie organique* .....	- 5	- 429	- 424
— Textiles, habillement, cuirs .....	+ 1.796	+ 1.519	- 277
— Bois, papier et produits des industries diverses..	+ 606	- 905	- 1.511
— Autres produits .....	+ 245	+ 268	+ 23
<b>TOTAL .....</b>	<b>+ 2.747</b>	<b>- 3.615</b>	<b>- 6.357</b>

\* Secteurs les plus importants.

— Rapport sur les comptes de la nation 1966, p. 64. —

L'IMPLANTATION DE SAINT-GOBAIN-  
PONT-A-MOUSSON  
SUR LE MARCHÉ DE L'HABITAT...  
ET LES AUTRES

SAINT-GOBAIN-PONT-A-MOUSSON

20 %

SUEZ

VERRE n° 1 BOGNER	THERS DE FAÏTE conditionné n° 1 BOGNER	AGROBETON n° 1 BOGNER	TRAITEMENT DE VAIN n° 1 BOGNER	TRAITEMENT DE L'EAU n° 1 BOGNER	ISOLATION (therm) n° 1 BOGNER	APPAREILS A GAZ n° 1 BOGNER	METALLIQUES ELECTRIQUES n° 3 BOGNER	BAINNETI BOGNER	SERVOLOGE n° 1 BOGNER	COUPE	PAPEN	BOGNERING	PETROLE
SAINT-GOBAIN CA 1000 11 adhésifs	BOGNER DE PONT-A-MOUSSON 1 200 adhésifs CA 15 adhésifs	SUEZ 500 adhésifs CA 15 adhésifs	BOGNER (thermoplastique) 107 adhésifs CA 17 adhésifs	BOGNER 800 adhésifs CA 17 adhésifs	BOGNER 1 200 adhésifs CA 13 adhésifs	BOGNER 1 200 adhésifs CA 200 adhésifs	BOGNER 3 025 adhésifs CA 10 adhésifs	THERS BOGNER 1 100 adhésifs CA 20 adhésifs	BOGNER BOGNER 1 200 adhésifs CA 11 adhésifs	PONT-A-MOUSSON BOGNER 1 200 adhésifs CA 1 adhésifs	LA CLINIQUE BOGNER 1 200 adhésifs CA 10 adhésifs	SAINT-GOBAIN BOGNER 1 200 adhésifs CA 15 adhésifs	PONT-A-MOUSSON BOGNER 1 200 adhésifs CA 10 adhésifs
	BOGNER DE PONT-A-MOUSSON 2 000 adhésifs CA 17 adhésifs	BOGNER DE PONT-A-MOUSSON 1 000 adhésifs CA 20 adhésifs	BOGNER 100 adhésifs CA 15 adhésifs	BOGNER 100 adhésifs CA 15 adhésifs	BOGNER 100 adhésifs CA 15 adhésifs	BOGNER 100 adhésifs CA 15 adhésifs	BOGNER 100 adhésifs CA 15 adhésifs	BOGNER 100 adhésifs CA 15 adhésifs	BOGNER 100 adhésifs CA 15 adhésifs	BOGNER 100 adhésifs CA 15 adhésifs	BOGNER 100 adhésifs CA 15 adhésifs	BOGNER 100 adhésifs CA 15 adhésifs	BOGNER 100 adhésifs CA 15 adhésifs
	BOGNER DE PONT-A-MOUSSON 1 000 adhésifs CA 15 adhésifs	BOGNER DE PONT-A-MOUSSON 1 000 adhésifs CA 15 adhésifs	BOGNER 100 adhésifs CA 15 adhésifs	BOGNER 100 adhésifs CA 15 adhésifs	BOGNER 100 adhésifs CA 15 adhésifs	BOGNER 100 adhésifs CA 15 adhésifs	BOGNER 100 adhésifs CA 15 adhésifs	BOGNER 100 adhésifs CA 15 adhésifs	BOGNER 100 adhésifs CA 15 adhésifs	BOGNER 100 adhésifs CA 15 adhésifs	BOGNER 100 adhésifs CA 15 adhésifs	BOGNER 100 adhésifs CA 15 adhésifs	BOGNER 100 adhésifs CA 15 adhésifs
	BOGNER DE PONT-A-MOUSSON 1 000 adhésifs CA 15 adhésifs	BOGNER DE PONT-A-MOUSSON 1 000 adhésifs CA 15 adhésifs	BOGNER 100 adhésifs CA 15 adhésifs	BOGNER 100 adhésifs CA 15 adhésifs	BOGNER 100 adhésifs CA 15 adhésifs	BOGNER 100 adhésifs CA 15 adhésifs	BOGNER 100 adhésifs CA 15 adhésifs	BOGNER 100 adhésifs CA 15 adhésifs	BOGNER 100 adhésifs CA 15 adhésifs	BOGNER 100 adhésifs CA 15 adhésifs	BOGNER 100 adhésifs CA 15 adhésifs	BOGNER 100 adhésifs CA 15 adhésifs	BOGNER 100 adhésifs CA 15 adhésifs

TABLEAU IV

Voici un bel exemple de - conglomérat - :  
l'accord Saint-Gobain/Pont-a-Mousson.  
Cet exemple parle de lui-même.



# les grandes manœuvres de la bourgeoisie française

L'impérialisme entre en crise. La bourgeoisie française est affaiblie. Derrière les rodomontades des Pompidou et Chaban les murs d'argent s'effritent. Les déclarations menaçantes sur le respect de « l'ordre républicain » de Pompidou, ses invocations au suffrage universel par lequel il a été élu (...), ne peuvent convaincre les travailleurs. En France, comme en Italie, comme en Allemagne, le patronat cherche à faire payer à la classe ouvrière et à une partie de la petite bourgeoisie — lorsqu'il le peut — les contradictions du système capitaliste. Parallèlement, et de ce fait même, on assiste à une montée de la lutte de classe (France, Italie, Allemagne, etc.), et à un mécontentement croissant de la petite bourgeoisie (artisans, commerçants, etc.).

Aujourd'hui, la bourgeoisie française est prise dans l'étau suivant :

— D'une part, elle doit surmonter son retard économique dans le **contexte récessionniste mondial**, sur lequel se greffe une inflation qui épuise les réserves en devises.

— D'autre part, la combativité de l'ensemble des travailleurs qui n'acceptent pas de faire les frais des difficultés de la bourgeoisie.

La réussite de l'offensive de la bourgeoisie dépend de la mobilisation des travailleurs contre le plan d'austérité.

La mise en œuvre du plan d'austérité a été d'autant plus nécessaire que le capitalisme français a connu des difficultés conjoncturelles accrues depuis mai 68 (1).

---

## A) LES DIFFICULTÉS « CONJONCTURELLES » DU CAPITALISME FRANÇAIS

---

Les événements de mai ont fait trembler la bourgeoisie : grâce à la politique électoraliste du P.C.F., elle a pu sauver les meubles mais il n'en reste pas moins qu'elle a vu ses marges de profit réduites, et ses problèmes essentiels non résolus. Cependant, dans les mois suivants, grâce à une demande nouvelle due aux augmentations de salaires et à la nécessité de reconstitution des stocks, les marges de profit ont de nouveau augmenté, mais artificiellement et temporairement :

— **Artificiellement** parce que ce qui peut assurer des marges de profit réelles élevées, c'est un taux de concentration important : or, à l'heure actuelle, ce taux est encore très largement insuffisant pour la bourgeoisie ;

— **Temporairement**, parce qu'une fois les retards rattrapés, l'effet de l'accroissement de la demande s'épuise.

L'un des objectifs du gaullisme à la rentrée de septembre était d'éviter l'inflation, de crainte d'une dévaluation. Par conséquent, même si les prix ont augmenté, le moyen essentiel proposé par le gouvernement gaulliste aux capitalistes, pour augmenter les marges de profit, a été des injonctions massives de crédit (d'avril à décembre 1968, 23 milliards de crédits ont été distribués aux entreprises) ; ces injonctions de crédit devaient permettre,

---

(1) On reprendra ici certains développements du document rouge n° 2 « Les contradictions du capitalisme et leurs solutions bourgeoises ».

dans l'esprit du gouvernement, à la bourgeoisie de financer des investissements de « rationalisation », permettant une exploitation plus grande des travailleurs.

Cependant, la bourgeoisie française, ne voyant pas ses marges de profit restaurées de façon suffisamment rapide, ayant en grande partie perdu confiance en de Gaulle, et ayant toujours recherché les profits les plus faciles, spécula sur le mark contre le franc, et précipita le capitalisme mondial au bord d'une grave crise monétaire (Voir Document rouge n° 1 : Contradictions capitalistes et crises monétaires).

Les mesures de restrictions monétaires et budgétaires, prises à la suite de la crise de novembre, et qui consistaient une première attaque contre la classe ouvrière, facilitée par l'inertie du P.C.F., ont fait naître une tendance au ralentissement de l'activité économique, à partir de février.

### 1) LE PARADOXE DU RALENTISSEMENT ET DE LA « SURCHAUFFE » DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE

La mini-crise de l'automobile au début de l'année a été le signe avant-coureur de difficultés plus générales. En février, quatorze branches industrielles ont été en recul et l'indice général a baissé d'un demi-point. Ce ralentissement s'est poursuivi en mars et probablement en avril. C'est en février également que pour la première fois depuis plusieurs mois les importations et les offres d'emploi non satisfaites ont diminué.

Cette tendance a été en partie contrecarrée par la réalisation immédiate d'investissements pour des raisons spéculatives. Plus précisément, les capitalistes ont des plans d'investissement importants, réponse aux nécessités objectives de moderniser l'appareil de production. Mais, ce qui explique la réalisation immédiate de ces plans d'investissements est plus particulièrement liée à 4 raisons essentielles :

- Bénéficier des avantages de la déduction fiscale sur les investissements dont la période d'application se termine le 31 mai ;
- La crainte de mesures de restriction plus sévères ;
- La crainte d'une dévaluation ;
- Et le sentiment que les mouvements sociaux ne connaîtraient pas une grande ampleur.

De ce fait, les capitalistes, dans la mesure où le contrôle des changes les empêchait de transférer la totalité de leurs capitaux à l'étranger, ont été poussés à investir tout ce dont ils disposaient. Par ailleurs, pour se protéger de la hausse des prix qui aurait suivi une éventuelle dévaluation, les consommateurs les plus aisés susciterent une demande de consommation supplémentaire, de nature, elle aussi, spéculative.

Autre signe caractéristique de la surchauffe artificielle : en mars, le ministre des Affaires Sociales estimait que l'activité économique était freinée par la « pénurie de main-d'œuvre » ! Il faut évidemment s'entendre : il y avait 224 000 chômeurs recensés (soit 350 à 400 000 chômeurs réels) fin mars. Mais, soit que leur qualification ne soit pas recherchée, soit qu'ils se refusent à émigrer vers les régions où se manifestaient ces besoins de main-d'œuvre, l'ajustement de l'offre et de la demande sur le marché du travail ne se réalisait pas. Ainsi a-t-on vu des entreprises augmenter les horaires de travail, mais aussi allonger les circuits de ramassage ou organiser elles-mêmes des stages de formation professionnelle.

Notons au passage qu'une telle situation était objectivement très favorable au développement de luttes revendicatives victorieuses et qu'après la capitulation sans combat de Tilsitt, les perspectives référendaires, acceptées sans hésitation par les directions traditionnelles, sont venues fort opportunément en détourner l'attention.



Dans ces conditions, il faut bien comprendre deux faits :

1° le niveau élevé de la demande, étant lié à des raisons essentiellement spéculatives, il en résulte que l'expansion actuelle, qui a entraîné des hausses de productivité, par le biais essentiellement d'une utilisation plus intensive des capacités de production existantes, est artificielle, et que les tendances récessionnistes existant depuis février, vont, d'ici peu, apparaître brutalement au grand jour ;

2° ce même niveau élevé de demande explique l'apparition de graves difficultés, pour la bourgeoisie, du côté de la balance commerciale.

## 2) DETERIORATION DE LA BALANCE COMMERCIALE.

Les structures de l'industrie et du commerce extérieur français sont telles en effet que toute phase de croissance économique rapide entraîne une détérioration de la balance des échanges extérieurs. L'augmentation de la production, d'une part, nécessite un accroissement des importations de certains biens qui ne sont pas produits en France, ou en quantité insuffisante, ou encore dans de trop mauvaises conditions de compétitivité. Les exportations, d'autre part, croissent, mais moins vite dans la mesure où les produits industriels français sont en moyenne insuffisamment compétitifs. Le déficit commercial qui en résulte a pour conséquence une diminution des réserves d'or et de devises de la Banque de France, ce qui affaiblit la position du franc.

La balance commerciale est effectivement devenue déficitaire et les réserves françaises ont diminué. Le semi-blocage des salaires imposé à Tilsitt a donc un double sens : d'abord, à moyen terme, donner à la bourgeoisie les profits qui lui sont nécessaires pour investir et moderniser les entreprises afin d'améliorer la compétitivité extérieure de ses produits ; ensuite, à plus court terme, freiner la demande et l'expansion (en liaison avec les autres mesures déflationnistes) afin de ralentir la croissance des importations et donc les sorties de devises, ralentissement d'autant plus nécessaire, pour la bourgeoisie, qu'elle ne peut compter, dans un avenir immédiat, sur un important accroissement des exportations, en raison de mesures de restriction prises chez ses principaux clients.

## 3) LE RALENTISSEMENT DE LA DEMANDE EXTERIEURE.

### a) L'Allemagne

dans son dernier rapport annuel, la Bundesbank appelle à son tour le gouvernement à prendre d'énergiques mesures de restriction. Malgré les entraves mises aux exportations il y a quelques mois, l'excédent commercial extérieur continue à pulvériser tous les records. Pour tenter de rééquilibrer la balance des paiements le gouvernement allemand encourage maintenant les industriels à exporter leurs capitaux et à s'implanter systématiquement à l'étranger.

La situation de l'Allemagne est donc toute différente de celle des autres pays occidentaux. Son enrichissement croissant à leurs dépens est devenu un facteur essentiel de déséquilibre monétaire, un problème central dont le règlement conditionne celui de leurs propres problèmes intérieurs. C'est aussi à cause de la puissance du mark et pas seulement en raison d'une faiblesse particulière de leur monnaie, que la Hollande et la Belgique ont dû prendre des mesures restrictives, que l'Italie a dû renforcer son contrôle des changes, qu'en Grande-Bretagne et en France, malgré la dévaluation, la livre et le franc sont sur la corde raide. Mais en Allemagne même, cette situation a provoqué des tendances inflationnistes que le gouvernement s'est efforcé de combattre en tendant à ralentir l'expansion.

## b) Les U.S.A.

Aux U.S.A., le souci de freiner la poussée inflationniste héritée des dépenses militaires liées à la guerre du Vietnam et celui de rétablir l'excédent de la balance commerciale prédominent. Les mesures restrictives mises en place par l'administration Johnson seront maintenues ou renforcées, ainsi par exemple la surtaxe de 10 % de l'impôt sur le revenu demeurera en vigueur jusqu'en juillet.

Ces mesures devraient dans une certaine mesure juguler l'essor de la demande intérieure (ce qui aura notamment pour effet de réduire celle des produits européens).

Et, paradoxalement, l'administration Nixon, constatant le rétablissement de l'équilibre artificiel (la spéculation sur le franc) de la balance des paiements en 68 a décidé une libéralisation des conditions de l'investissement à l'étranger et un élargissement du montant autorisé des prêts à l'extérieur, aussi est-il délicat de prévoir dans quel sens iront les mesures prises par les U.S.A., sinon en concluant que les capitaux américains auront encore plus de facilité pour s'implanter en Europe.

\*\*

Ainsi les difficultés de la bourgeoisie française sont croissantes. Mais elles sont logiques. En effet, d'une part, le système capitaliste crée ses propres contradictions qui sont la cause de sa crise ; d'autre part, la bourgeoisie, face à la crise, adopte la politique du « sauve qui peut ». Chaque capitaliste, en cherchant à sauver ses propres meubles, spéculé contre sa monnaie (1), ce qui augmente les difficultés auxquelles l'Etat bourgeois doit faire face. On voit que la concentration croissante du capital provoque l'anarchie croissante du marché. Que l'Etat, dont c'est le rôle, cherche une solution à cette « anarchie » est logique. Notre rôle à nous, c'est de refuser de payer pour les patrons, c'est d'exploiter leurs difficultés pour les renverser.

---

## B) LA DEVALUATION, DEFENSE DES INTERETS DU CAPITAL

---

Nous ne sommes pas de ceux qui — de Waldeck Rochet au « Nouvel Observateur » — reprochent au gouvernement d'avoir rendu la dévaluation inévitable en refusant de s'en prendre aux spéculateurs. Il faut comprendre que si la spéculation a joué un rôle impressionnant ces derniers mois elle n'en constitue pas pour autant la cause profonde de la dévaluation et du plan d'austérité et que celle-ci n'a pas pour raison profonde de la stopper. Les véritables objectifs de la dévaluation ne sont pas différents de ceux que la bourgeoisie a poursuivis, par d'autres méthodes, au cours de ces dernières années. Ils s'appellent « modernisation » et « rationalisation » des structures de l'économie française face à la concurrence internationale et ils signifient chômage, blocage du pouvoir d'achat, intensification du travail.

C'est la même politique qui se poursuit sous des formes différentes.

Intérêt national : intérêt du capital !

1) Les économistes bourgeois justifient la dévaluation par l'intérêt national. Pour eux, cette opération permet de réduire le déficit commercial en augmentant les exportations et en réduisant les importations.

---

(1) Avant mai 1968, les réserves d'or et de devises se chiffraient à 5,5 milliards de dollars dont 80 % en or. Aujourd'hui, il en reste 3,6 auxquels il faut retrancher 2,4 milliards de dollars de dettes.



Pour cela le gouvernement peut décider par exemple que le dollar qui vaut officiellement aujourd'hui cinq francs vaudra demain dix francs et ne sera changé qu'à ce taux par toutes les banques françaises.

Que se passe-t-il alors ?

L'Américain qui, avant la dévaluation, pouvait avec un dollar acheter l'équivalent de cinq francs de marchandises françaises pourra, après la dévaluation acheter avec ce même dollar pour dix francs de marchandises françaises. Les produits français deviennent ainsi moins chers pour cet Américain et les exportations françaises vers les Etats-Unis sont stimulées.

Le Français, lui, avant la dévaluation, pouvait acheter aux U.S.A. l'équivalent d'un dollar de marchandises américaines avec cinq francs ; maintenant, pour en acheter cette même quantité, il lui faudra déboursier dix francs. Les produits étrangers sont devenus plus chers, les importations de la France sont freinées.

Par ailleurs la modification du taux de change devrait supprimer la cause de la spéculation. Les capitaux à court terme, réfugiés à l'étranger dans l'espoir d'une dévaluation, sont susceptibles d'être rapatriés une fois que celle-ci est réalisée. Ce faisant, ils réalisent un bénéfice appréciable correspondant au taux de dépréciation. Les réserves d'or et de devises sont accrues et la monnaie nationale apparaît comme devenant plus solide. Ceci n'est vrai que dans le cas où les capitaux rentrent, c'est-à-dire dans le cas où les capitalistes n'espèrent pas une nouvelle dévaluation, encore plus rentable pour eux. C'est ce qui semble être le cas aujourd'hui.

Ainsi, la variation du taux de change devrait permettre à la bourgeoisie de défendre sa propre monnaie, mais en réalité, le phénomène monétaire masque le véritable objectif : la défense du profit.

En effet, les prix français à l'étranger n'ont pratiquement pas diminué. Aux U.S.A., seule la régie Renault a baissé ses prix et cela de 2 % à 3 % selon les zones. Or, normalement, tous les prix auraient dû baisser de 12,5 %. Puisque les prix français estimés en devises ne diminuent pas, il en résulte que ces mêmes prix exprimés en francs — pour les produits exportés — augmentent de 12,5 %, ce qui induit une augmentation des profits d'autant (ou presque).

Dans le même temps, le gouvernement intervient pour bloquer l'essentiel des coûts. Traduire par : exonérations fiscales, subventions (tout cela payé par les travailleurs), tentatives de réduire l'augmentation des salaires comme nous aurons l'occasion de l'analyser par la suite.

**Le résultat est donc une hausse des taux de profit des monopoles.**

Par ailleurs, la « monnaie nationale » n'est pas renforcée, car les effets mécaniques de la dévaluation ne jouent pas. Au contraire, elle est affaiblie. En effet, le rapatriement tant annoncé des capitaux n'a pas lieu. La bourgeoisie française et internationale spéculé sur une deuxième dévaluation du franc, sur le mark, qui vient d'en faire les frais. Cela explique en partie que les prix français à l'étranger n'aient pas baissé.

L'effet externe de la dévaluation n'est pas de renforcer l'économie, ni la monnaie nationale, mais d'augmenter les taux de profit des capitalistes exportateurs, en leur accordant de surcroît une prime de spéculation (contrairement à ce qu'a pu dire Giscard d'Estaing).

Quant aux entreprises françaises importatrices de matières premières et de produits semi finis, la dévaluation ne les pénalise pas ou peu. En effet, si, théoriquement, le prix des importations exprimées en franc augmente de 12,5 %, dans les faits le Gouvernement autorise la répercussion de cette hausse dans les prix de vente dans la plupart des cas. Les taux de profit sont alors inchangés (ou presque selon que l'entreprise exporte ou non. La hausse mécanique des prix pour l'ensemble de l'économie française est, de ce fait, estimée à 2 ou 3 %. Les importateurs français, s'ils

en ont la possibilité technique, peuvent changer de fournisseurs et s'adresser aux entrepreneurs locaux. C'est ce que le Gouvernement espère. Dans ce cas, il en résulte un accroissement des ventes pour ces derniers, donc un gonflement des profits, même si le taux est constant.

En ce qui concerne le renchérissement mécanique des importations, quel qu'en soit le handicap pour les importateurs, il se traduit par une **augmentation nette des profits internes accompagnée d'une hausse des prix plus ou moins forte.**

**Par contre**, les travailleurs subissent la hausse des prix, sans pouvoir la répercuter. De ce fait, le pouvoir d'achat diminue, sauf si la lutte des classes s'aiguise...

Si la lutte des classes ne s'aiguise pas, la dévaluation procure un gain net en profit, lequel nécessite un blocage des salaires (ou une progression très faible).

On voit ainsi que ce ne sont pas tous les Français qui doivent faire des efforts pour l'intérêt national...

2) Mais il faut bien voir que la hausse des taux de profits assurée par la dévaluation est insuffisante pour la bourgeoisie. Comme le taux de dévaluation ne peut être plus élevé (cf. la crise du système monétaire international), **l'austérité doit être renforcée.**

D'une part, le taux de dévaluation adopté est trop faible à l'égard des besoins de la bourgeoisie française. En effet, il ne suffit pas de disposer d'un excès de production pour pouvoir le vendre, même en baissant les prix. Les échanges commerciaux sont déterminés, pour la plus grande part, par les besoins de la production. Il faut donc que les produits offerts par les entreprises françaises correspondent aux besoins techniques, actuels et futurs, des capitalistes étrangers. Or, la crise de l'économie française vient de ce que sa production industrielle n'est pas adaptée aux besoins mondiaux, en raison de ses structures vieillottes. La dévaluation vise la **réorganisation** de l'économie française. En effet, grâce à une réduction artificielle des coûts des entreprises exportatrices, la dévaluation procure des profits accrus. Ceux-ci, accompagnés d'une aide de l'Etat subséquente, devraient permettre le financement d'investissement dit de rationalisation, et donc d'abaisser les coûts de façon réelle. Si le retard au niveau de la productivité est grand, si le taux de la dévaluation est trop faible, cela peut être très difficile. La difficulté est d'autant accrue que la classe ouvrière refuse d'en faire les frais.

De plus, indépendamment de cette contradiction, la dévaluation suppose que l'activité capitaliste mondiale se maintienne à un niveau constant, ou augmente, comme c'était le cas en décembre 1958. Or la dévaluation de 1969 s'inscrit dans les **risques** d'un ralentissement général de l'activité capitaliste. Et, dit Giscard, c'est pour y faire face que cette dévaluation a été officiellement décidée...

Cette double contradiction limite l'efficacité de la dévaluation. C'est pourquoi les capitalistes s'attendent à ce qu'elle soit renouvelée et spéculent contre le franc. Avant que le mark ne « flotte » (réévaluation masquée), on parlait de 8 %...

Mais, d'autre part, il faut voir que la bourgeoisie française ne pouvait adopter un taux de dévaluation plus élevé sans briser le système monétaire international, dont la fragilité reflète la crise latente du capitalisme mondial. On dit même que le taux décidé l'a été par les Américains... De même, pour des raisons identiques, la bourgeoisie allemande — malgré les déclarations de Kiesinger avant les élections (cela rappelle Pompidou...) — a laissé flotter le mark, préparant ainsi une réévaluation. Ainsi, comme nous l'avions dit en mai 69 dans notre document numéro 2, le compromis se fait par dévaluation (France) et réévaluation (Allemagne). Notons que



le taux de la réévaluation ne sera pas aussi élevé que prévu, car depuis lors, un certain nombre de luttes revendicatives des travailleurs allemands ont abouti à des hausses de salaires, que les capitalistes ont intégré en augmentant leurs prix.

La presse bourgeoise met en avant la coopération monétaire entre les pays capitalistes. Mais celle-ci est limitée (voir première partie) à ce qui est nécessaire pour la conservation du système. Ceci n'exclut pas une lutte acharnée entre les bourgeoisies nationales pour la conquête des débouchés. Aussi, si les gouvernements français et anglais n'ont pas adopté des taux de dévaluation plus élevés, c'est pour éviter le suicide général.

Par conséquent, ce que la bourgeoisie française ne peut prendre dans l'économie internationale pour accroître ses profits, elle doit tenter de le prélever dans l'économie nationale, c'est-à-dire sur les travailleurs. C'est le sens du plan d'austérité.

---

### **C) LE PLAN D'AUSTERITE OU COMMENT FAIRE PAYER A LA CLASSE OUVRIERE ET A LA PETITE BOURGEOISIE LES TRANSFORMATIONS DE L'ECONOMIE FRANÇAISE ?**

---

La réorganisation de l'économie française pour accroître les profits de la bourgeoisie est un vieux problème. Le même Giscard d'Estaing a déjà en 1963 mis en œuvre, à cet effet, un plan de « stabilisation ». Ce plan a entraîné la dégradation des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière : augmentations des prix et blocage des salaires, accroissement des cadences et du chômage. C'était là le prix que faisaient payer les capitalistes aux travailleurs pour permettre les concentrations.

Maintenant la bourgeoisie se croit assez forte, après le référendum et les diverses élections pour reprendre la même politique, qu'elle mythifie d'ailleurs pour en masquer la véritable nature.

Le plan d'austérité vise à dégager les moyens de modernisation et d'accumulation pour l'économie. Mais les rapports entre les classes, notamment entre la grande bourgeoisie, d'une part, et la petite bourgeoisie et la classe ouvrière, d'autre part, sont tels au moment où sont décidées les mesures, que le gouvernement doit « modérer » son plan pour ne pas provoquer directement ces dernières. En effet, pris à la gorge, il doit aussi s'assurer une base sociale. C'est en vue de nouer certaines alliances politiques qu'il accorde un certain nombre de concessions économiques à la petite et moyenne bourgeoisie.

Les mesures prises sont de deux types :

— les mesures déflationnistes de réduction directe du pouvoir d'achat et de la consommation de la classe ouvrière ;

— les mesures de modernisation et de restructuration de l'économie au profit du grand capital. Les incidences, quoique indirectes et non immédiates, des transformations induites doivent retomber sur la classe ouvrière et la petite bourgeoisie.

**a) Atteintes directes au pouvoir d'achat et au niveau de vie de la classe ouvrière.**

La limitation du crédit à la consommation a pour objectif de réduire l'achat de biens de consommation durables (voiture, équipement électroménager, meubles...). L'effet en sera, essentiellement pour la classe ouvrière, la dégradation de son niveau de vie. La logique de cette mesure au niveau de la production est de dégager une partie de l'appareil de production de la fabrication de biens pour la satisfaction de la demande interne et de

l'orienter vers l'exportation et la production de biens d'investissement. Du fait de la régression poursuivie de la consommation des biens durables, un certain nombre de petits détaillants verront chuter leurs chiffres de vente et la conséquence dans de nombreux cas en sera des faillites et la fermeture de magasins. Les petites ou moyennes entreprises n'ayant pas la faculté de s'adapter à la nouvelle structure de la demande seront condamnées à disparaître. On peut conclure ainsi, qu'en cas de succès le gouvernement parviendra :

- d'une part, à limiter la consommation de la classe ouvrière,
- d'autre part, à favoriser la concentration au niveau de la distribution et de la production par l'élimination des petits magasins et entreprises insuffisamment rentables.

On parle beaucoup de « l'allègement » de la fiscalité sur les revenus par relèvement des seuils d'imposition. Or, toutes les dispositions concernant les petites catégories et les gros revenus (1), les recettes provenant de cet impôt doivent surcroître de 3 milliards en 1970, soit une augmentation de 12 % du rendement de cet impôt ! Ainsi, contrairement à la propagande gouvernementale, les impôts sur les revenus seront plus élevés pour la majorité des travailleurs. Et cela se traduira par une amputation majorée des revenus et donc la réduction du revenu disponible. D'où l'effet de « l'allègement » de l'impôt sur les revenus viendra amplifier la réduction du niveau de vie de très nombreux travailleurs.

#### b) La mise en œuvre de la concentration et de la modernisation des entreprises.

Le deuxième type de mesures doit créer les conditions de la défense et de l'accroissement à long terme des profits.

Les mesures telles que : restriction du crédit aux entreprises, nouvelle règle de calcul des amortissements, système des acomptes de l'impôt sur les sociétés ont une **double fonction immédiate** :

- premièrement, provoquer une certaine désinflation, c'est-à-dire stopper la « croissance spéculative » de l'activité économique qui se développait depuis le début de l'année ;

- deuxièmement, créer pour les entreprises des difficultés de trésorerie. Ce qui doit les conduire à accorder moins facilement des augmentations de salaires. **Donc tendre au blocage des salaires.**

Mais les conséquences à plus long terme de ces dispositions seront des difficultés accrues pour les petites et moyennes entreprises. Elles se sont beaucoup endettées dernièrement. La limitation du crédit, de même que pour les autres mesures, sont un arrêt de mort pour elles. A ce sujet, la déclaration de Gingembre, délégué général des P.M.E., : « ... Celle-ci (la voie choisie) ne conduit même plus à la déflation, mais à un étouffement inquiétant », est révélatrice des menaces qui pèsent sur les petites entreprises. Les faillites ainsi induites conduiront au rachat à bon compte de ces entreprises par le grand Capital ou le capital étranger.

Les conséquences à plus long terme de ces mesures seront aussi l'incitation à la rationalisation, c'est-à-dire à l'accroissement de la productivité et de l'intensification du travail. Ce seront en outre les concentrations d'entreprises.

Pour résumer le résultat attendu, si rien ne vient entraver l'application du plan d'austérité, c'est-à-dire si la lutte des classes s'atténue, sera :

- le blocage des salaires,
- la fermeture de boîtes,

(1) Le relèvement du seuil d'imposition est de 8 % pour la 1<sup>re</sup> tranche de revenus imposables ; les impositions exceptionnelles sur les gros revenus, instituées l'année dernière ont été réduites de moitié.



- l'accélération des cadences et la parcellisation accrue des tâches,
- les licenciements.

En outre, on assistera à une prolétarianisation croissante des petits commerçants, entrepreneurs et artisans.

On peut faire remarquer que les mesures de restrictions de crédit aux entreprises ne tendent pas en général à limiter la croissance des crédits ouverts par le système bancaire — donc à bloquer les investissements — ce qui est connu par les économistes bourgeois et les auteurs du plan de redressement, mais qu'elles ont un effet discriminatoire certain envers les petites et moyennes entreprises qui verront limiter leurs possibilités de recourir aux crédits bancaires.

Par ailleurs, la libération anticipée de 30 000 soldats du contingent doit permettre d'accélérer « la détente » sur le marché du travail, c'est-à-dire agir en vue de la stabilité des salaires, et ainsi renforcés sur ce plan l'efficacité des autres mesures prises à ce sujet et décrites plus haut.

En plus, tout le dispositif d'encouragement à l'épargne, quel qu'il soit, permet de dégager, sous certaines conditions, des moyens d'accumulation supplémentaires pour les entreprises en vue d'accroître leur dimension ou de procéder à des investissements de « rationalisation ».

Comme aucun agent ne doit rester « passif » devant la nécessaire réorganisation de l'économie française, l'Etat fait donner aussi en ce sens la force de frappe considérable qu'est le budget. Par le budget et la suppression du déficit budgétaire, l'Etat intervient pour donner l'orientation générale aux transformations nécessaires des structures économiques, dans le sens bien sûr des intérêts du grand capital, et pour accentuer et approfondir les effets voulus pour toucher au but.

La réduction du déficit budgétaire de 1969 de 7 milliards à 4 milliards en 4 mois, puis le suréquilibre du budget en 1970 doit provoquer une déflation assez forte. C'est-à-dire que cela doit signifier un maintien strict ou même une contraction des salaires employés par l'Etat ou dans le secteur public ; et aussi une tentative de quasi-blocage des traitements et salaires dans ces secteurs. Mais comme par ailleurs, l'activité de ces secteurs est en augmentation continue, il doit résulter une intensification du travail.

Cela représentera aussi la mainmise accélérée du privé sur certaines entreprises du secteur public. Les réformes prévues et déjà entamées en ce qui concerne le Téléphone et la R.A.T.P. sont significatives en ce domaine de la volonté du gouvernement. D'une façon plus générale, pour le secteur public, le rapport Nora, dont le gouvernement s'est beaucoup inspiré pour la réorganisation de la S.N.C.F., prévoit la mise en place de « l'autonomie » des entreprises publiques et leur insertion graduelle dans l'économie de marché avec toutes les contraintes sociales qui en découlent.

En plus il y aura beaucoup moins de commandes de la part de l'Etat, moins de grands travaux, moins d'hôpitaux, moins de logements. Outre l'effet de réduire les équipements collectifs et sociaux, cela aura aussi une incidence sur le niveau de l'activité, c'est-à-dire réduire encore plus l'emploi et donc augmenter le chômage.

Il faut bien voir que si l'Etat restreint ses interventions au niveau du secteur public et des entreprises nationalisées (1), c'est pour prendre

(1) L'Etat débudgetise les investissements publics c'est-à-dire qu'il refuse de continuer à financer certaines dépenses d'équipement. C'est ainsi que la budgétisation du logement commencée en 1963, permet de plus grands profits aux capitalistes et accroît la charge des loyers et la crise du logement pour les travailleurs. En ce qui concerne les entreprises publiques les investissements payés par le budget diminuaient en 1970 de 22 % par rapport à 1968.

en charge d'autres secteurs, jugés plus importants et donc prioritaires pour le grand capital : à savoir l'industrie électronique, l'industrie spatiale et l'énergie nucléaire, etc.

Nous avons vu précédemment qu'en dehors de toute riposte, le plan de redressement pèsera essentiellement sur la classe ouvrière et la petite bourgeoisie ; ainsi la déclaration d'un Chaban-Delmas : « Nous demandons aux Français des efforts sérieux mais en visant à les proportionner aux moyens de chacun » ne sert qu'à masquer les intérêts de classe défendus par ce plan. »

D'ailleurs, Louis Vallon, député U.D.R., a de son côté vendu la mèche en déclarant : « Quel est donc le plan, si l'on peut dire, de M. Giscard d'Estaing ? Une série de mesures tendant à réduire la consommation au profit de l'investissement... Le résultat : on va faire croître moins vite les revenus du travail et plus vite les revenus du capital. C'est une politique foncièrement réactionnaire. »

Dans le but d'éviter un affrontement direct avec la petite bourgeoisie et la classe ouvrière, le gouvernement a saupoudré son plan de quelques « mesures sociales » et jeté quelques miettes.

D'autre part, on vise à éousser la lutte des travailleurs indépendants, petits commerçants, par la suppression en deux étapes de la taxe complémentaire (1). Dans le même sens jouent l'allègement de la T.V.A. ainsi que sa simplification prévue. On diminue aussi les tracasseries administratives et la charge financière temporaire que cause cette taxe. On doit souligner aussi que cette mesure tend à harmoniser la fiscalité indirecte française à celles des autres pays du Marché Commun.

En outre, la réforme annoncée du régime d'assurance-maladie des travailleurs indépendants est peut-être dans l'arsenal des mesures de séduction du pouvoir envers la petite bourgeoisie, celle qui aura le plus de succès. On sait que le régime mis en place précédemment avait mis le feu aux poudres et servi de prétexte à la mobilisation du mouvement de La Tour du Pin.

Toutes ces dispositions peuvent atteindre leur but dans l'immédiat, toutes conditions restant égales par ailleurs. Mais les effets du plan de redressement joueront à plein contre la petite bourgeoisie dans quelques mois.

#### **Le pouvoir est engagé dans une course de vitesse.**

Le deuxième volet de « mesures sociales » qui se rapporte à « la sauvegarde du pouvoir d'achat » des groupes défavorisés, que ce soient l'allocation vieillesse, les allocations familiales, le relèvement du SMIG d'environ 3 % ou la rallonge des traitements de la fonction publique, apparaît dérisoire et démagogique surtout au regard de la hausse des prix :

— 6,5 % entre juillet 68 et juillet 69 ;

— 3 % « prévu » entre juin 69 et décembre 69.

d'après les statistiques officielles.

(1) L'élargissement de l'abattement à la base de 4 000 francs à 3 000 francs permettra d'exonérer 1 300 000 contribuables soit 77 % des actuels. Alors qu'en 1965 seulement 180 000 contribuables avaient été exonérés par l'élargissement de l'abattement porté de 3 000 à 4 000. De plus la disposition prévoit de diminuer la charge de ceux qui demeurent encore soumis à cette taxe.



# la stratégie des luttes

## A) LA STRATEGIE SYNDICALE

Le problème majeur aujourd'hui dans le domaine de l'action syndicale est l'absence de perspectives politiques claires. Que l'on considère les orientations de l'appareil confédéral de la C.F.D.T. ou celles de l'appareil de la C.G.T., nulle part on ne trouve de détermination en rapport avec la situation politique actuelle, encore que la stratégie syndicale soit marquée par des considérants politiques.

Lorsque Georges Séguy, l'actuel secrétaire général de la C.G.T., affirme que le régime Pompidou ne passera pas son septennat, il a en vue un certain nombre d'objectifs politiques très proches, sinon identiques, à ceux du P.C.F. Lorsque Descamps secrétaire général de la C.F.D.T., et Bergeron, son homologue de la C.G.T.-F.O., se rencontrent et discutent sans inviter la C.G.T., c'est avec une perspective politique cohérente de créer une troisième force non communiste sur le plan politique.



Il est essentiel de bien comprendre le rôle des syndicats aujourd'hui ; la fin de la démocratie parlementaire bourgeoise leur donne un rôle nouveau. En effet, le Parlement n'est plus un organisme dirigeant : lorsque les projets de lois ne passent pas ou risquent de ne pas passer à l'Assemblée Nationale, le gouvernement publie des décrets. De plus, une multitude d'organismes (Commissariat du Plan, par exemple) prennent des décisions que les institutions de la démocratie bourgeoise ne peuvent qu'enregistrer. L'action parlementaire n'existe donc plus et les partis qui n'avaient d'autres perspectives que les votes de motions de censure et un renversement du pouvoir sur ce terrain, ces partis n'intéressent que de façon mineure les capitalistes. Aujourd'hui ce ne sont plus ceux qui votent à l'Assemblée Nationale qui préoccupent les patrons, ce sont ceux qui ont entre leurs mains les leviers de la lutte des classes, les syndicats. C'est ce qui explique le caractère de plus en plus politique des interventions des leaders syndicalistes ; c'est ce qui explique que la bourgeoisie attache tant d'importance aux déclarations d'un Séguy. Les Intermédiaires politiques sont privés de leurs moyens d'agir : l'interlocuteur de tous les jours est le mouvement syndical.

### 1. - LA C.G.T. ET SES PERSPECTIVES

Le bureau confédéral de la C.G.T. trouve son « inspiration » au sein du Bureau politique du P.C.F. Il suffit pour s'en rendre compte de parcourir le document préparant le 37<sup>e</sup> Congrès Confédéral. Tout comme la direction du P.C.F., les dirigeants de la C.G.T. demandent la remise entre les mains « de la nation » des secteurs-clés de l'Economie. En remettant à la « nation » les moyens de production, on « nationalise » ! Parbleu. Mais qui donc est cette « nation » ? C'est évidemment la classe ouvrière, mais aussi les « couches moyennes des villes et des campagnes ».

Qui nationalisera ? Un régime « démocratique » venu au pouvoir par les voies parlementaires grâce à l'union de la « gauche » des « démocrates »

et « autres républicains ». Toutes les assurances sont données que la voie révolutionnaire est écartée. On parle d'amélioration de la Constitution Gaulliste, d'une « adaptation des structures administratives du pays aux besoins de la vie moderne », du respect des droits de l'homme et du citoyen, de la pluralité des opinions et des partis. Pour compléter ce tableau rassurant, on ajoute que « le combat syndical ne se nourrit pas de divagations nihilistes. Les travailleurs n'aspirent pas au désordre et à l'anarchie. Ils entendent construire une société nouvelle plus juste et plus humaine » (1). Il faut comprendre que le prolétariat ne s'engagera pas dans une destruction des vieilles structures de la démocratie bourgeoise, qu'il laissera les bureaucrates ouvriers et les représentants des couches moyennes se répartir les postes et les responsabilités dans toutes les sphères de la vie économique et politique. Les bureaucraties syndicale et politique du mouvement ouvrier s'y engagent.

Voilà qui n'est pas neuf. Le manifeste de Champigny adopté par le Comité central du P.C.F. (2) a déjà développé cette orientation qui confirme la ligne de rénovation de la démocratie bourgeoise (démocratie successivement rénovée, véritable, avancée). Mais mise en application par le mouvement syndical et particulièrement par l'appareil de la C.G.T., elle a conduit à une subordination du développement des luttes ouvrières aux objectifs électoralistes du Bureau politique du P.C.F.

Il en est résulté pour la C.G.T. des manifestations du type Bastille-République (et retour l'année suivante) qui n'avaient d'autres fonctions que, d'une part, de lever une soupape de sécurité sur les pressions d'une base impatiente et, d'autre part, de faire pression sur les « démocrates et autres républicains » qui à l'Assemblée Nationale se préparaient à voter une motion de censure. Ainsi s'est opérée une division du travail entre le mouvement syndical qui menait de petites luttes par entreprise ou faisait pression sur les parlementaires et le P.C.F. qui, conservant le monopole de l'action politique, la confinait dans les limites étroites du parlementarisme.

En cette rentrée 1969, les choses ont changé. Après la victoire électorale écrasante du gaullisme aux élections de 1968 et 1969, après la défaite complète de la « gauche » au cours de ces épreuves, ni l'appareil de la C.G.T. ni celui du P.C.F. ne peuvent songer sérieusement à continuer leur politique. Il n'est pas douteux que l'action parlementaire apparaît de plus en plus stérile, d'autant que l'Etat fort et le gouvernement hyper-centralisé ont brisé les vieilles structures de la démocratie bourgeoise ; de plus, la politique « d'union de la gauche » n'a plus de sens dans l'état de liquéfaction où se trouvent ses organisations. En somme, les perspectives font très largement défaut.

Les états-majors du P.C.F. et de la C.G.T. en ont bien conscience. Certes, ils expliquent bien qu'à leur avis « l'anémie politique caractérise le début d'un septennat qui pourrait bien être de courte durée ».

Mais que faire ? Nos stratégies ne veulent pas d'affrontement avec le régime pourtant usé et ne peuvent présenter leur ligne traditionnelle. Empêtrés dans leurs contradictions, ils n'ont comme unique solution que de maintenir le contact avec leur base en tenant des propos relativement durs et de composer avec les capitalistes et le régime dont on sait qu'ils n'ont pas une bien grande marge de manœuvre. Ceci explique et le « ton »

(1) *Le Peuple* n° 827, août 1969, p. 10. Le nihilisme, le désordre à l'anarchie se sont les barricades. Si nous avons bien compris, en régime de démocratie avancée il faudra bien se tenir si l'on veut arriver à cette « société nouvelle » qui suscite tant de discussions dans les milieux gaullistes depuis que Chabân-Delmas en a parlé.

(2) Comité central qui se réunit les 5 et 6 décembre 1968 à Champigny.



des discours de septembre 69 et la suite des grèves catégorielles déclenchées en bas et stoppées par le sommet à la suite de compromis moins qu'acceptables (1).

Il ne fait aucun doute que cette pratique puisse satisfaire les courants technocratiques de la C.G.T., ceux pour lesquels le seul mot d'ordre important est « Négociez » ; thème sur lequel les chefs syndicalistes ont fait se promener des centaines de milliers de Parisiens entre la République et la Bastille. Certes, la négociation peut être un moyen de sanctionner un rapport de forces. Mais le Bureau Confédéral demande la Négociation comme l'homme qui se noie demande une bouée, c'est-à-dire pour éviter d'être submergé par le mouvement de masse.

A la limite, et bien qu'en parole, il soit résolument opposé à la collaboration de classe, l'appareil de la C.G.T. s'y enlise et y entraîne des milliers de militants syndicaux dévoués à la classe ouvrière mais transformés en avocats connaissant bien leurs dossiers et les plaçant, incapables d'être les organisateurs décidés des luttes.

Ainsi la politique contractuelle a donné la mesure de sa valeur au moment des accords de Grenelle : la grève a été échangée contre des avantages certains mais vite repris. C'est en désespérés que les représentants de la C.G.T. ont constaté l'échec de l'entrevue de « Tilsitt ». C'est avec amertume qu'ils font remarquer l'absence de consultation de la part du gouvernement avant la dévaluation (2). La presse, par ailleurs, rend compte des accords de participation signés par des représentants de la C.G.T. dans les entreprises.

A l'échec de la stratégie réformiste — nous y reviendrons plus loin — qui prive de ses perspectives l'appareil de la C.G.T. s'ajoute la montée inquiétante des technocrates négociateurs. On sait qu'en Argentine une situation un peu du même ordre avait conduit à la constitution d'une C.G.T. « Contestation » beaucoup plus radicalisée que la C.G.T. « Participation » d'où elle était issue. On sait aussi quelle terreur l'exemple italien peut susciter dans les milieux responsables de la C.G.T. ; le débordement « gauchiste » est sans aucun doute la pire des calamités pour les bureaucrates.

## 2. - LA C.F.D.T. ET SA POLITIQUE

C'est sur d'autres bases que se situe politiquement la direction confédérale de la C.F.D.T. On ne peut pas dire, comme pour la direction C.G.T., qu'elle est inféodée à un parti politique. Il en résulte, au niveau de l'élaboration, des ambiguïtés qui masquent une orientation générale réformiste, voire pire. On pourrait s'étonner de ce que les déclarations et documents émanant de l'appareil de la C.F.D.T. soient toujours ambigus. Mais qui oserait affirmer que les dirigeants de cette confédération sont des analphabètes ? Qui pourrait soutenir sérieusement que si le vocabulaire employé par les Descamps et autres est ambigu, c'est par suite d'une mauvaise connaissance de la langue française ?

Donnons quelques exemples. Dans le document préparatoire du Congrès de 1970, la direction confédérale écrit : « Enfin, une économie qui est dotée

(1) Les roulants de la S.N.C.F. ont dû reprendre le travail contre leur gré : dans certains dépôts les votes pour la continuation de la grève étaient majoritaires. Quant à la R.A.T.P., les cinq minutes de travail supplémentaires chaque jour sont mal digérées, même avec la promesse de 2 jours de congés consécutifs pour 6 jours de travail en... 1972 !

(2) « Le gouvernement s'est bien gardé de convier les organisations syndicales à discuter de la dévaluation avant de la décider... Dans ces conditions l'audience proposée par le ministre du Travail aux organisations syndicales n'avait pratiquement plus d'intérêt ».

G. Séguy, discours de la Mutualité, le 13-9-1969.

d'un plan, mais d'un plan que l'Etat qui l'a élaboré refuse d'appliquer : le V<sup>e</sup> Plan n'est pas mort seulement sous l'assaut des grévistes de mai-juin 1968, mais le gouvernement lui-même, en préférant une politique conjonctuelle aux orientations du Plan, a directement contribué à l'inefficacité de celui-ci » (1).

On cherchera en vain une critique du V<sup>e</sup> Plan : certes les grévistes en ont affecté l'application mais le fautif est le gouvernement qui a préféré une politique conjonctuelle à une orientation générale. On pourra trouver par ailleurs, sous la plume de René Bonety, membre du Bureau confédéral de la C.F.D.T., des propos comme celui-ci : « La France a sans doute besoin de mesures conjoncturelles (2) pour faire face à ses difficultés » (3). Ici le « sans doute » vient nuancer le propos, qui peut signifier que le plan d'austérité est nécessaire ou bien que « des mesures » sont à prendre.

La direction confédérale C.F.D.T. parle deux langues. L'une, s'adressant aux militants les plus radicalisés, intègre toutes les expressions du jargon socialiste, celui du P.S.U. en particulier. L'autre, beaucoup plus « scientifique » et s'adressant aux technocrates de tous poils, est faite de chiffres et de « compréhension » à l'égard de tous les aspects novateurs de la gestion capitaliste. Ce joli cocktail est pimenté de références au sociologue bourgeois qu'est Touraine, à l'autogestion, à la société de consommation.

Cette direction C.F.D.T., qui se torture tant pour rester bilingue, a une orientation en fait clairement définie. Représentante notamment des « jeunes loups », des « non communistes », des politiquement « neutres », elle ne rejette a priori aucune hypothèse, aucune expérience. Cet aspect « dynamique », « jeune », « moderne » et « humain » recouvre en fait le caractère technocratique des orientations de l'appareil C.F.D.T., caractère qui permet au bureau confédéral de se considérer comme l'interlocuteur privilégié de toutes les discussions qui se déroulent dans les Commissions du Plan, dans les C.O.D.E.R., les Comités d'Etablissement, etc. Si le bureau confédéral de la C.G.T. dérive lentement vers la participation, celui de la C.F.D.T. s'est déjà engagé dans cette voie (cf. la signature des accords concernant les catégories C et D de la fonction publique).

Néanmoins, du fait d'un afflux dans ses rangs de jeunes syndicalistes dont l'unique expérience est celle de mai 68, l'appareil confédéral ne peut se contenter d'une politique contractuelle sous peine de perdre la masse de manœuvre qu'est cette base radicalisée. Aussi la direction C.F.D.T. est-elle capable d'organiser des actions qui, en bien des points, ressemblent à celles proposées par l'appareil de la C.G.T. Mais le bureau confédéral de la C.F.D.T. n'a pas les moyens d'un contrôle strict des échelons inférieurs de responsabilité et ne peut éviter qu'au niveau des entreprises ce soit la C.F.D.T. qui en bien des cas soit à la pointe du combat.

Si le manque d'un contrôle strict des échelons inférieurs par le bureau confédéral permet le déclenchement de luttes parfois exemplaires, il permet également dans l'autre sens d'entretenir l'ambiguïté de la politique suivie par l'appareil confédéral. Bureaucratie incontrôlable, la direction de la C.F.D.T. pourrait tenir ce langage : « Vous voyez bien que nous ne sommes pas que des participationnistes ; nous discutons, nous négocions, mais nos militants organisent des luttes en vue de changer les rapports de forces. » Pourquoi

---

(1) Introduction aux travaux du congrès confédéral 1970, sur le thème « Perspective et stratégie de la C.F.D.T. ». Il s'agit d'un document intérieur de la C.F.D.T. actuellement en cours de discussion, publié dans un supplément de « Syndicalisme » n° 1247.

(2) Le plan d'austérité est visé par l'auteur de ces lignes.

(3) Le Monde du 2 septembre 1969 dans son supplément au n° 7 662 : « Le Monde de l'Economie ».



changer les rapports de forces, peut-on se demander. Mais pour mettre tout simplement en œuvre une politique qui fut élaborée depuis longtemps dans les milieux technocratiques de la gauche : la conquête des centres de décision et la participation à l'élaboration du plan. Le P.S.U. en fut le chaud partisan ; la C.F.D.T. l'a reprise à son compte et l'on a vu plus haut qu'elle est suffisamment fascinée par le plan gaulliste pour oublier d'en faire la critique.

## B) L'ECHEC DU REFORMISME

Nous l'avons dit, le pouvoir fort a modifié la distribution des rôles sur la scène politique, privant les formations, dont le seul terrain d'intervention était l'Assemblée Nationale et les élections, de toutes perspectives un tant soit peu réalistes. Aussi les organisations syndicales qui aujourd'hui sont les seules à pouvoir conserver les commandes de la lutte des classes ont-elles une importance nouvelle.

Mais les directions syndicales ont-elles un comportement nouveau ? Oui, dans la mesure où elles s'orientent de plus en plus dans la voie de la collaboration de classe. Non, dans la mesure où elles sont incapables de prolonger politiquement leur action quotidienne. De plus, un facteur décisif intervient qui met au grand jour leurs faiblesses. Décidées à jouer le jeu de la négociation, les directions syndicales ne peuvent le mener à bien à mesure que s'amenuisent les marges de manœuvre des capitalistes.

Aussi est-ce un échec monumental du réformisme qui, enfin, s'annonce en Europe. En France, le débordement de mai 68 est une preuve que les directions sont en retrait sur la combativité des masses ouvrières, même si elles ont su « récupérer » le mouvement au bon moment. En Italie, les militants révolutionnaires ont conquis une certaine audience chez Fiat, chez Pirelli, etc. en contribuant à la mobilisation des travailleurs pour des actions anticapitalistes exemplaires. En Allemagne, les syndicats ont vu naître un mouvement revendicatif échappant à leur autorité et ce sont des grèves sauvages qui ont rendu impossible la loi antigreve en Grande-Bretagne.

Il faut sans doute citer à ce sujet quelques appréciations intéressantes des capitalistes :

« En France, l'absence de liens politiques entre les syndicats et le gouvernement actuel incite ce dernier à la consultation. Le gouvernement a besoin d'un bon climat pour réussir le redressement économique et financier et il lui faut pour cela s'assurer au moins une neutralité de fait, sinon de paroles, des différents partenaires sociaux.

Pour que cette sorte de contrat social puisse être, il faut nécessairement que les partenaires soient représentatifs. Or, l'existence de grèves sauvages sape l'emprise syndicale sur le monde ouvrier. En un sens, les centrales ouvrières garantissent l'ordre économique et social. Que leur autorité s'amenuise et l'équilibre risque d'être compromis. Les syndicats britanniques ont des difficultés certaines en ce domaine, la grève de Fiat vient de révéler l'existence en Italie de comités de base à tendance gauchiste ou maoïste à côté des syndicats traditionnels.

En France, depuis le printemps 1968, la C.G.T. s'est ressaisie et a progressé dans la reprise en main de ses troupes. Mais, paradoxalement, notre C.G.T., à qui la grève Fiat fait craindre que la C.G.T. italienne ne soit débordée par les éléments gauchistes, voudra éviter cette mésaventure et

prendra immédiatement la tête des mouvements revendicatifs. La C.G.T., pour être un partenaire social, est condamnée à pratiquer un syndicalisme agressif. » (1).

Voilà un genre de flatteries qui ne peut guère nous réjouir. « Notre C.G.T. », disent les patrons, a repris ses troupes en main, et malgré une pratique agressive elle fera partie des centrales qui « garantissent l'ordre économique et social ». L'interview donnée au journal « Le Monde » par Fontanet, ministre du Travail, allait tout à fait dans le même sens : pour éviter les grèves sauvages, il faut un syndicalisme fort auquel il est prêt à céder toutes les facilités d'existence, en crédit d'heures, locaux, etc. Avec des syndicats forts, pensent nos exploités, il n'y aura pas de perturbation de la production. Ce sont les capitalistes et leurs représentants qui expliquent le chemin par lequel les syndicats éviteront de modifier l'équilibre précaire du système capitaliste. On ne peut mieux dire la faillite de la stratégie réformiste.

Les directions syndicales qui ont indéniablement une pratique politique refusent que l'on discute politique dans les centrales. Le prétexte invoqué est que doivent coexister pacifiquement en leur sein tous les courants. On sait ce que cela signifie à la C.G.T. : par ce petit jeu, la fraction des dirigeants membres du P.C.F. garde un contrôle strict de cette Confédération. Mais en refusant le débat politique, en l'escamotant, les directions confédérales interdisent du même coup la recherche d'une alternative à leurs objectifs réformistes. L'impossibilité de la discussion rend l'action syndicale aveugle — sauf évidemment pour les « négociateurs » — et l'on ne doit pas s'étonner alors de l'apparition — temporaire — de nombreux Comités d'Action après mai 68. Leur naissance et surtout leur continuation pendant quelques mois témoignent du marasme idéologique et politique sévissant dans les centrales ouvrières. On est allé dans les Comités d'action pour y voir clair, pour discuter de politique, pour trouver des perspectives. Que l'expérience ait tourné court, cela n'enlève rien à ce vaste mouvement de recherche de solutions politiques. D'une certaine manière, on peut voir là un procès des pratiques bureaucratiques qui ont baillonné les militants ouvriers, pratiques que les jeunes travailleurs ne pouvaient supporter après mai 68 et toute la libération de leur énergie qu'il a favorisé.

L'échec du réformisme se retrouve encore dans les méthodes de lutte de la rentrée 1969. C'est sans l'avis des bureaucrates que les « roulants » de la S.N.C.F. et les personnels de la R.A.T.P. se sont mis en grève. Mais plus significatif de cet échec est le résultat des deux premières grèves qui ont secoué le secteur public. Le conflit portait sur les conditions de travail auxquelles il n'existait qu'une solution : l'augmentation des temps de repos et l'accroissement des effectifs. Or, de tels buts étaient et restent incompatibles avec les plans gouvernementaux de rentabilisation du secteur public (2). Très vite, les travailleurs seraient passés d'une grève limitée à des objectifs immédiats à un affrontement avec le gouvernement. Mais les réformistes ont veillé à ce qu'il n'en soit pas ainsi et ont désamorcé le mouvement en entreprenant des négociations qui n'ont abouti qu'à un mauvais compromis. Il ne fait aucun doute qu'étant revenus les mains vides ils ont montré par là même l'impossibilité d'éviter les heurts décisifs et de substituer une politique contractuelle aux mouvements de grève. Or cet

(1) L'Usine Nouvelle, n° 37 du 11 septembre 1969. Page 17, dans un article consacré aux grèves sauvages.

(2) Rapport de Simon Nora qui, après avoir constaté les déficits des principales entreprises du secteur public (E.G.F., S.N.C.F., R.A.T.P., P. et T.), a amené des conclusions qui sont devenues projet gouvernemental. Il s'agit pour obtenir des entreprises rentables d'accroître la productivité du travail et donc les cadences et de diminuer proportionnellement les effectifs.



exemple n'est pas connu que dans la S.N.C.F. ou la R.A.T.P. Tout le mouvement ouvrier est au courant et en tirera les leçons. C'est à l'avant-garde révolutionnaires d'intervenir. Les directions réformistes démontrent un peu plus clairement chaque jour leur faillite : il faut donc d'autres méthodes de lutte, une autre stratégie, d'autres perspectives.

---

## C) OBJECTIFS ET STRATEGIE REVOLUTIONNAIRES

---

Les tâches de l'avant-garde ne sont pas simples. Il lui faut à la fois proposer de nouveaux objectifs et se donner en même temps les moyens de les atteindre. Il lui incombe d'organiser les luttes et de les situer à chaque étape par rapport aux buts les plus élevés de la classe ouvrière ; et c'est encore une tâche décisive de l'avant-garde que de réhabiliter le socialisme que quarante années de stalinisme ont dégradé dans les cerveilles des ouvriers.

« Ils n'y arriveront pas ! », se diront ceux qui confondent la politique des révolutionnaires avec les errements populistes des pro-chinois. « Quelle gageure ! », reprendront en chœur ceux qui croient voir l'avant-garde dans la nuée des criards spontanistes. Utopie, illusion, aventurisme, provocation ; tout sera jeté à la figure des révolutionnaires avec l'espoir qu'échoue leur projet.

Et ils échoueront en effet s'ils restent dans des groupes isolés, clamant leurs mots d'ordre. Il n'y a aucune politique révolutionnaire qui puisse être mise en œuvre sans l'appui de la classe ouvrière, sans la participation de ses cadres syndicaux et politiques.

C'est donc à eux que nous nous adressons ici en priorité. Mais disons tout de suite que les propositions qui figurent dans ce document n'ont rien de définitives dans un grand nombre de cas. Certes, des principes demeurent presque intangibles (la nécessité d'un parti ouvrier révolutionnaire par exemple), mais la discussion ne s'en trouve pas pour autant fermée.

### 1. — LA STRATEGIE DE TRANSITION

Les militants ouvriers savent les difficultés à organiser la moindre grève et à trouver les mots d'ordre les plus aptes à unifier les travailleurs dans un même combat. S'il est certain aujourd'hui que des revendications du type 3 % d'augmentation des salaires ne peuvent permettre d'entraîner les masses ouvrières dans de grandes luttes, il est vrai aussi que des mots d'ordre dans le genre « A bas l'Etat bourgeois » ou « Réalisons le contrôle ouvrier » n'ont pas beaucoup plus de pouvoir de mobilisation.

Les revendications immédiates — augmentation des salaires, réduction du temps de travail, etc. — présentent ce défaut que leur réalisation ne modifie pas sensiblement l'équilibre du système capitaliste qui peut, dans certaines limites, les satisfaire et en résorber les effets très rapidement. Par exemple, en mai 1968, nous avons décroché 12 % d'augmentation moyenne des salaires ; mais par le jeu des augmentations des prix (8 % en un an d'après la C.G.T. et 6,5 % selon l'I.N.S.E.E.) et des impôts, les avantages conquis de haute lutte ont été repris par les capitalistes (1).

---

(1) Plus scandaleux encore est l'exemple des ouvriers mineurs qui, en mars 1963, après un mois de grève, obtinrent une forte augmentation des salaires de base mais s'aperçurent après la reprise du travail qu'ils gagnaient moins après la grève qu'avant : la direction des houillères avait simplement diminué les primes qui sont variables avec la difficulté du travail dans la mine.

Mais fixer des objectifs plus élevés, du type du Contrôle ouvrier sur la production ou l'organisation de Conseils ouvriers d'usines, ne modifie pas non plus l'équilibre, même précaire, du système capitaliste dans la mesure où ils ne peuvent être atteints à brève échéance. Si la classe ouvrière n'est pas organisée pour entrer dans un conflit ouvert avec le régime gaulliste pourtant visé, elle n'a pas les moyens d'un combat anticapitaliste. Outre le bas niveau de conscience politique où les réformistes l'ont ravalée, la classe ouvrière n'a pas d'état-major révolutionnaire, pas d'organisation capable dans l'immédiat d'assumer les responsabilités politiques de la révolution.

La stratégie de transition a pour but précisément de combler le fossé existant entre les deux pôles mentionnés : luttes partielles pour des objectifs immédiats d'une part, et lutte révolutionnaire pour le pouvoir d'autre part. Entendons-nous bien ; il ne s'agit pas ici de nous engager dans une nouvelle voie réformiste en formulant des objectifs quantitativement supérieurs. Si les syndicats demandent un rattrapage de 8 % des salaires, c'est une entreprise non moins réformiste mais un peu plus démagogique que soutenir qu'il faut 10 ou 12 % au lieu de 8. La stratégie de transition n'est pas faite d'un catalogue de revendications toutes plus belles les unes que les autres.

Les objectifs à atteindre sont indissolublement liés aux moyens à mettre en œuvre pour les atteindre. Ceci est le premier point. Le second, c'est que toute revendication satisfaite impose les mesures à prendre pour défendre cet acquis. C'est précisément une des caractéristiques des réformistes que d'avoir organisé des luttes pour de petits objectifs sans envisager ensuite les moyens de les conserver.

Donnons maintenant des exemples concrets : Dans le domaine des salaires, l'accroissement du pouvoir d'achat est résorbé, comme on l'a vu, par le jeu des impôts et des prix. La défense d'un niveau donné du pouvoir d'achat (rapport entre l'indice des prix et celui des salaires) implique que l'on conquiert l'échelle mobile des salaires. Un tel objectif ne saurait être atteint par des luttes, même bien organisées, au niveau d'une entreprise ou limitées à une catégorie de travailleurs. C'est en terme de mobilisation des masses ouvrières dans leur ensemble qu'il faut envisager la réalisation de l'échelle mobile des salaires. Et c'est à partir d'une échelle mobile des salaires que l'on peut entreprendre des combats pour un accroissement réel du pouvoir d'achat. Nous reviendrons plus loin sur cette question.

Les capitalistes qui procèdent à des concentrations d'usines ferment de nombreux établissements et jettent sur le pavé un grand nombre de travailleurs. Faut-il se contenter d'obtenir des préavis plus longs ou des indemnités de licenciement plus grosses ? Nous ne le pensons pas. Certes, préavis et indemnités sont nécessaires en tant qu'ils rendent moins douloureuse la mise au chômage. Mais ces mesures ne changent rien au fait qu'en de nombreux cas (des dizaines de milliers !) les travailleurs ne retrouvent pas d'emploi faute d'une qualification ou d'une spécialisation suffisante. Tout le problème de la reconversion est posé ici et les révolutionnaires proposeront que ces reconversions soient entièrement aux frais des capitalistes (écoles de formation professionnelle, stages, etc. avec versement du salaire) et que si ces mesures ne sont pas mises en œuvre, les syndicats puissent opposer leur veto aux licenciements. De tels objectifs doivent être atteints pour limiter l'arbitraire et l'absolutisme des patrons, pour leur interdire de réaliser sur le dos de la classe ouvrière la super-rentabilisation de leurs entreprises.

Une grosse entreprise comme SIMCA connaît des mouvements de personnel assez importants. Certes, l'existence d'un système répressif dans



cette entreprise n'y est pas pour rien. Mais l'essentiel de ces mouvements vient des variations quasi saisonnières de la demande des voitures sur le marché français et européen. Aussi, lorsque les affaires ne marchent pas et que les stocks augmentent, la Direction de SIMCA ne se prive pas de licencier une partie de son personnel : cette mesure frappe en priorité la main-d'œuvre immigrée en tant qu'elle est la plus faible. Là encore suffit-il d'obtenir des indemnités de licenciements ? Les réformistes s'en contenteront. Les révolutionnaires viseront à imposer la diminution momentanée des cadences et de la durée du travail sans que ces mesures affectent le volume des salaires.

A quoi peuvent conduire l'échelle mobile des heures de travail, le veto sur les licenciements, le contrôle des cadences, sinon au contrôle général de la production par les travailleurs ? C'est précisément au travers des luttes pour des objectifs qui bousculent l'équilibre du système économique capitaliste que les travailleurs arriveront à la compréhension de leur tâche historique : abattre le capitalisme et instaurer leur propre pouvoir politique et économique.

En bref, donc, la stratégie de transition est un enchaînement de mobilisations et d'objectifs qui vont croissant, répondant à la fois aux préoccupations des travailleurs victimes de l'exploitation capitaliste et contribuant à l'élévation du niveau de conscience politique de la classe ouvrière.

Il est clair qu'il faut introduire dans cette stratégie la question de l'organisation de la classe. Si, comme nous l'affirmons et comme le constatent des milliers de travailleurs, les directions réformistes sont définitivement disqualifiées pour la réalisation des objectifs révolutionnaires, alors il faut construire un nouveau parti ouvrier. On ne peut espérer entreprendre des luttes de niveau toujours plus élevé sans une organisation qui à chaque instant met en rapport les luttes du moment avec les buts les plus élevés de la classe, sans un véritable foyer de l'éducation des cadres révolutionnaires (ne dirige pas les luttes qui veut et surtout pas le premier venu). Ce centre organisateur qui maintient très haut le drapeau du communisme, ce centre de formation des cadres révolutionnaires, c'est le parti ouvrier révolutionnaire que nous construisons.

## 2. - LA CRISE DU CAPITALISME ET SES SOLUTIONS PROLETARIENNES

Nous le savons maintenant, le boom économique des pays capitalistes est terminé. Un ralentissement des économies occidentales est prévu pour 1970 et il n'est pas impossible que le ralentissement devienne une récession grave. Certes, ce ne sera pas fatalement la grande crise finale mais il est clair que les travailleurs des pays capitalistes vont connaître une période noire, marquée et par une chute relative de leurs pouvoirs d'achat et par un accroissement du chômage. Que le capitalisme trouve les moyens d'éviter une crise catastrophique, cela est possible. Mais non moins probable est le fait que le rythme des récessions va aller s'accroissant. Dans ces conditions, nous l'avons vu, la politique contractuelle des réformistes ne peut être qu'un marché de dupes, dans lequel en échange de quelques miettes les capitalistes tenteront d'obtenir une paix sociale aussi longue que possible.

Les deux grands thèmes principaux des mobilisations ouvrières seront évidemment le pouvoir d'achat et l'emploi. Mais, nous venons de l'expliquer, il n'est plus possible de se contenter de mobilisations à la petite semaine : il faut envisager des luttes qui s'inscrivent dans une dynamique transi-

toire, selon des objectifs et des mots d'ordre unificateurs de la classe ouvrière.

Le premier des mots d'ordre (outre l'augmentation des salaires) est l'échelle mobile des salaires. La direction de la C.G.T. a mis cet objectif à l'ordre du jour en mai 68, l'a abandonné à Grenelle et le ressort de ses tiroirs aujourd'hui. La hausse des prix depuis un an, celle qui est consécutive à la dévaluation (hausse sur les produits importés), les restrictions dans le domaine du crédit nous ramènent à cet objectif. Il ne fait aucun doute que les capitalistes ne lâcheront pas sur un point aussi décisif sans que le rapport des forces les y contraigne. Mais, nous avons affaire à de fins renards. Cette échelle mobile ne doit pas être « à coulisse », comme l'on dit. Quelles en seront les références, c'est-à-dire sur quels critères augmentera-t-on les salaires ?

Poser la question, c'est déjà y répondre. Toute une joute risque fort de se dérouler sur les indices entre les capitalistes et les « négociateurs ». Les révolutionnaires auront pour tâche de **dénoncer l'ensemble truqué des indices officiels**. Les 259 articles ne constituent pas une référence (1) et les travailleurs ont à en déterminer de nouvelles.

Les profits capitalistes et la productivité du travail sont d'autres critères. Mais il ne peuvent être utilisés que si les travailleurs mettent leur nez dans la comptabilité des entreprises. Il faudra donc **ouvrir et examiner les livres de comptes, et rendre publiques les informations** ainsi obtenues. Mais une telle initiative implique entre autres un combat pour **l'abolition du secret** institué dans les Comités d'entreprises (2).

Que signifierait l'échelle mobile des salaires sans une connaissance des prix ? Peu de chose en vérité, et l'on aurait tort de faire confiance pour cela aux quelques inspecteurs délégués par l'Etat pour établir ce contrôle. Ici ce n'est pas l'honnêteté de ces salariés qui est en cause mais les moyens mis à leur disposition pour effectuer leur action. Aussi vaut-il mieux s'en remettre à celles qui ont à gérer les budgets familiaux : les ménagères savent très bien comment se répartissent les dépenses des ménages et pourront établir une référence de l'échelle mobile en dressant **un budget type** et s'organisant en **Comités de contrôle des prix**.

L'échelle mobile, ce n'est pas un mot que l'on clame un jour et que l'on tait un autre. C'est un ensemble de luttes et de mobilisations des masses ouvrières pour imposer leur contrôle sur ce qui est le moins évident de l'exploitation capitaliste, à savoir l'exploitation par le canal du marché des biens de consommation, et pour limiter cette exploitation.



Le deuxième volet des luttes ouvrières concerne l'emploi, et ses deux aspects. D'une part, les concentrations d'usines, les fermetures d'entreprises et de puits de mines, l'accélération des cadences ont engendré un

---

(1) L'indice des 259 articles consiste en ceci : sur un budget moyen on mesure la part consacrée aux diverses dépenses : 40 % pour l'alimentation, 30 % pour le logement, 10 % pour la santé, 20 % pour l'habillement, etc. Le truquage consiste à ne compter, par exemple, que pour 3 % d'un budget moyen les frais de loyer. Les ouvriers pensent qu'on trafiqua cet indice en utilisant les prix des balles de tennis ou de ping-pong (boutade très répandue) : ils se trompent en ceci que c'est en fait sur les points les plus décisifs que s'opère la tromperie.

(2) En 1965, G. Grandval, alors ministre du Travail fit passer à l'Assemblée nationale un projet de réforme des comités d'entreprises. Dans cette réforme on imposait aux représentants ouvriers dans ces comités le secret sur les informations données par le chef d'entreprise. Les élus sont passibles de poursuites pénales en cas d'infraction à cette réglementation.



accroissement du chômage. D'autre part, les capitalistes ne trouvent pas sur le marché du travail la main-d'œuvre qualifiée nécessaire à la production moderne, en sorte que les offres d'emplois non satisfaites tendent à augmenter sans que baissent les demandes d'emploi (1).

Le marché du travail est tel que les revendications de réduction du temps de travail sans perte de salaire et l'avancement de l'âge de la retraite sont parfaitement fondées. Mais les directions syndicales ont commis plusieurs fautes sur ce terrain. Tout d'abord, elles n'ont pas organisé les luttes au niveau nécessaire à la réalisation de tels objectifs. Ensuite, elles se sont lancées dans une politique de collaboration de classe en coopérant à un aménagement du chômage au lieu de préparer les combats contre le chômage (2). Enfin, si dans certains secteurs, la diminution du temps de travail a été effective, elle s'est néanmoins accompagnée d'une accélération des cadences.

Comme nous l'avons écrit dans le paragraphe consacré à la stratégie de transition, les objectifs essentiels sont les **reconversions aux frais des capitalistes** et le **droit de veto sur les licenciements**. De telles mesures doivent s'accompagner évidemment de toute une série de revendications concernant les cours de formation professionnelle considérés comme heures de travail et donc intégralement rémunérés sans abattement d'aucune sorte.

En 1968, pour les mêmes mois les offres d'emplois non satisfaites variaient entre 24 000 et 35 000 environ.

A la revendication de réduction du temps de travail sans perte de salaire il faut apporter les compléments indispensables. La productivité du travail, les profits capitalistes et le volume de la production ont augmenté dans de telles proportions depuis 1936 (année où le Front Populaire imposa la loi des 40 heures) qu'aujourd'hui, à moins de se placer dans l'optique des capitalistes et de prendre en considération leurs intérêts, il n'est pas question de marchander sur l'amplitude de la diminution du temps de travail. Ce sont les 40 heures, et pas plus, qui doivent être exigées (3) sans perte de salaire. Mesure complémentaire également, les travailleurs ont à s'organiser pour **réduire les cadences de travail** sans attendre la bonne volonté

(1) Voici l'évolution du marché du travail en 1969 (données corrigées des variations saisonnières).

	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août
Demandes d'emplois non satisfaites .....	224 000	221 600	224 200	227 300	232 000	231 000
Offres d'emplois non satisfaites .....	64 800	73 800	76 200	74 500	79 300	75 300

En 1968 pour les mêmes mois les offres d'emplois non satisfaites variaient entre 24 000 et 35 000 environ.

(2) Dans l'accord national interprofessionnel sur la sécurité de l'emploi, les organisations syndicales ont admis « qu'une politique active de l'emploi s'impose dans une économie en mouvement » reconnaissant par là-même le bien-fondé capitaliste du chômage technologique et même du chômage tout court. L'article 13 de cet accord commence d'ailleurs ainsi : « Lorsque pour des raisons économiques conjoncturelles une entreprise envisage un licenciement collectif, elle doit respecter un délai... d'information du comité d'entreprise qui va de 8 jours à 1 mois en fonction du nombre de licenciements ! Autrement dit on admet le licenciement en fonction de la conjoncture et le préavis fonction du nombre de licenciés. Cela s'appelle de la collaboration de classe, camarades.

(3) C'est un thème qui aurait un écho énorme dans les rangs ouvriers que d'associer dans une même lutte les revendications pour les 40 heures sans perte de salaires et le salaire minimum à 100 000 A.F.

des patrons. La réduction des cadences ne peut être qu'une décision ouvrière (1).

Mais l'objectif le plus élevé à atteindre, qui ne peut être réalisé en fait qu'en régime socialiste, c'est l'échelle mobile des heures de travail, c'est-à-dire le partage de tout le travail à fournir entre toutes les mains disponibles. C'est le seul véritable remède au chômage. Mais il implique une connaissance et des programmes de travail élaborés sous forme d'un Plan (2) et de la productivité exacte du travail.

Un tel objectif n'est évidemment pas réalisable aujourd'hui. Mais le combat pour la connaissance de la productivité du travail, des plans de travail, de l'organisation du travail est à entreprendre ; il sera un facteur de l'éducation ouvrière préparant à l'autogestion en régime socialiste.

\*  
\*\*

Il n'est pas douteux que de grandes luttes pour les salaires, l'échelle mobile des salaires, la réduction du temps de travail et le contrôle des cadences remettront en cause l'équilibre de plus en plus précaire du système économique capitaliste. Ce qui est exigible n'a rien d'extraordinaire : si les capitalistes ne peuvent satisfaire les revendications des salariés, c'est que leur système est condamné et il faut alors abréger son agonie. Leur incapacité à organiser la production, à satisfaire les besoins les plus légitimes des travailleurs, pose toute la question des principes de la propriété privée des moyens de production et de l'accumulation des profits. A cette incapacité maintenant évidente, la meilleure réponse dans la phase actuelle est le **contrôle ouvrier sur la production**, dont le contenu a été en partie défini précédemment : contrôle des cadences, veto sur les licenciements, ouverture des livres de comptes, etc.

### 3. - LES NOUVELLES FORMES DE LA LUTTE

Bastille-République et retour, c'est fini, et si les travailleurs doivent emprunter ce parcours pour manifester leur mécontentement, ce sera certainement sur des aires moins pacifiques. Il faut que les organisateurs de profession sachent bien que la kermesse ne peut durer éternellement.

Les petites grèves à domicile ou à la campagne (3) sont également terminées. Il n'est plus question de laisser le terrain aux « jaunes » et aux patrons sous peine de perdre la bataille.

La grève, arme décisive de la lutte contre l'exploitation capitaliste, a retrouvé son efficacité avec l'occupation d'usine. Celle-ci représente une remise en cause de la propriété privée des moyens de production et permet aux grévistes de bloquer effectivement la production.

(1) L'exemple des luttes chez Pirelli en Italie est à connaître et faire connaître. On se reportera pour plus de détails à un article paru dans la revue « Les Temps Modernes » (avril 1969). Résumons cette affaire : les ouvriers de chez Pirelli (pneumatiques) ont arrêté la production et ont recalculé tous les rythmes de travail aux différents postes. Lorsque l'usine a repris ses activités, les cadences de travail étaient diminuées de 30 %. Du point de vue du résultat pratique, comme du point de vue de l'éducation ouvrière, un tel exploit est méritoire, puisqu'il a amené les travailleurs à voir plus loin que leur poste de travail et à envisager la production au niveau de l'usine toute entière. Il est indéniable que cette lutte a permis aux ouvriers de chez Pirelli d'accéder à la compréhension de l'objectif pourtant très élevé du contrôle ouvrier.

(2) Ici nous ne saurions entretenir d'ambiguïté sur le Plan. En France, il ne s'agit pas d'un Plan mais d'une programmation des investissements essentiellement. La planification socialiste vise, elle, non à réaliser le profit maximum mais à satisfaire au mieux les intérêts et les besoins des masses.

(3) Dans plusieurs cas, les syndicats donnaient leur ordre de grève le vendredi, s'assurant ainsi d'un succès incontesté parce que le week-end faisait 3 jours au lieu de 2.



Mais qui organise la grève ? Dans la majeure partie des cas ce sont les syndicats. Ce sont eux qui la décident ; ce sont les syndicats et leurs états-majors qui la font cesser. Les grévistes (non syndiqués et syndiqués) ne sont pas vraiment maîtres de leur action. Les bureaux syndicaux décident pour eux et (la grève des cheminots est un bon exemple) contre eux. Aussi le premier remède est d'entrer dans les syndicats non pour avoir une carte mais pour y mener une lutte opiniâtre contre les bureaucrates qui freinent les combats, négocient secrètement et brisent les mouvements d'un peu d'ampleur. Les travailleurs doivent s'emparer des sections syndicales, de leurs directions et établir un authentique contrôle sur ceux qui sont censés les représenter.

Ceci n'est pas encore suffisant pour assurer les victoires des luttes. Partout où la grève éclate, les grévistes, syndiqués et non syndiqués, doivent s'organiser en comités de grève démocratiques avec une direction élue et révocable sans délai. C'est au sein de ces comités que doivent se discuter les modalités de la grève, depuis l'organisation des piquets de grève jusqu'aux communiqués à la presse en passant par la distribution des repas.

Contre les négociations secrètes, les travailleurs en grève doivent élire leurs représentants qui accompagneront les négociateurs syndicaux et rendront compte des différentes phases des discussions avec les patrons (1).

Les directions réformistes des syndicats considèrent volontiers les grèves comme un mal honteux qui risque de se propager de manière incontrôlable. Aussi pour que les travailleurs ne s'inspirent pas des exemples des secteurs en lutte, les bureaucraties syndicales font-elles le silence sur les grèves. Les comités de grève, les comités de soutien aux grévistes, les militants révolutionnaires ont donc la tâche de populariser leur lutte. Lorsqu'une entreprise du secteur public est en grève, il faut faire pièce aux campagnes visant à opposer grévistes et usagers des services publics. Lorsque dans une localité, les ouvriers d'une usine sont en grève, il faut savoir s'adresser aux commerçants, aux jeunes des écoles ; il faut aussi et surtout s'adresser aux travailleurs des autres usines de la branche ou de la firme, et les appeler à se joindre au combat.

Les patrons ont plus d'un tour dans leur sac. Ils pratiquent le lock-out. Celui-ci est impossible lorsque l'entreprise est occupée. Ceux qui sont à l'intérieur ouvriront les portes pour ceux qui sont dehors.

Ces messieurs font venir de la main-d'œuvre intérimaire. Les piquets de grève devront expliquer aux intérimaires le rôle de « jaunes » qu'ils ont à jouer et leur proposer de s'associer dès leur entrée à la grève.

Grève ou pas grève, les patrons veulent poursuivre leurs petites affaires. Les grévistes doivent bloquer les matières premières destinées à la production dès l'entrée de l'usine. Ils doivent interdire la sortie des stocks. Ils doivent s'assurer de la sympathie des comptables et obtenir d'eux que la paie soit versée à la fin de la semaine ; ils doivent obtenir aussi la connaissance des fonds que le patron expédie à sa banque, des chèques qu'il signe pour cacher ses avoirs et montrer des caisses vides à ceux qui veulent des augmentations de salaire.

Tout cela n'est pas exactement nouveau. Les grèves qui ont éclaté depuis 1963 ont toutes donné des exemples de ce qu'il faut faire systématiquement. Les mineurs en mars 1963 prirent le charbon de bonne qualité pour se chauffer et surent faire appel aux commerçants, aux fermes et à la population pour obtenir un soutien actif. Les travailleurs de Rhodiacéta surent pour

(1) Lorsque les patrons invoquent l'exiguïté des locaux pour refuser des discussions avec les grévistes, il y a lieu de faire les démarches en vue d'utiliser une salle de cinéma ou de ciné-club. Quant à la légalité qui prévoit que les syndicats sont les interlocuteurs reconnus, elle n'est applicable et modifiable qu'en fonction du rapport des forces.

leur part bloquer la sortie des stocks des usines lyonnaises. Les « roulants » de la S.N.C.F. récemment au cours de leur grève avaient constitués des comités de grève, etc. Il s'agit non plus d'adopter telle mesure ou telle autre, mais de les employer toutes en les adaptant aux situations locales. Mais les bureaucraties syndicales se gardent bien d'en parler, aussi revient-il aux révolutionnaires de propager les expériences, d'en tirer les leçons et d'envisager les adaptations à des situations concrètes.

En bref, disons que maintenant les grèves passives sont terminées et doivent laisser la place aux grèves actives. Il s'agit de faire savoir aux patrons qu'ils ne sont plus les maîtres chez eux, que leur règne touche à sa fin. Les travailleurs se prépareront à les renvoyer et à les remplacer en s'organisant sur le tas pour bloquer la production au cours des grèves, pour diminuer les cadences au cours des périodes de travail (exemple des travailleurs de Pirelli en Italie). C'est la tâche de tous les militants révolutionnaires que de gagner la confiance des travailleurs en apparaissant comme les meilleurs organisateurs des luttes : il n'y a plus à compter sur les bureaucrates réformistes, et le mouvement ouvrier ne doit pas rester sans armes. Son arme c'est la grève ; le fer de lance des combats c'est l'organisation révolutionnaire.

\*  
\*\*

Il faut d'ailleurs en finir aussi avec cette pratique de « soutien » à la bonne cause du peuple. Nos camarades maoïstes se trompent lorsqu'ils se comportent comme des mères de famille à l'égard des ouvriers et pensent les aider en se faisant petits devant eux. Les révolutionnaires savent qu'à l'usine, devant la chaîne ou les manivelles, un travailleur n'a pas le temps de méditer longuement sur son sort ni sur les moyens d'y remédier : aussi l'aide qui doit être apportée, ce sont avant tout des consignes claires et applicables, des textes de tracts soumis à l'approbation des grévistes. Nous ne sommes pas des bonnes d'enfants mais des combattants, étudiants ou salariés. Formés pour les durs combats livrés par la classe ouvrière contre leurs exploités, les militants doivent, sans s'abaisser, sans se cacher, faire part de leurs idées, de leur expérience et contribuer au succès de la lutte. C'est cela le critère : les ouvriers auront d'autant plus d'estime pour ces militants que ceux-ci sauront trouver les formes les plus justes et les plus efficaces du combat.